N° 2696
60e année
du 2 au 15
mars 2006
Prix : 3€ (20 F)

L'ACTION FRANÇAISE 2000

paraît provisoirement les premier et troisième jeudis de chaque mois
10, rue Croix-des-Petits-Champs, 75001 Paris – Téléphone : 01-40-39-92-06 – Fax : 01-40-26-31-63 – Site Internet : www.actionfrancaise.net

Tout ce qui est national est nôtre

Notre dossier
ACTUALITÉ DE JACQUES BAINVILLE
par
Gérard BAUDIN
Michel FROMENTOUX
Pierre HILLARD
Yves LENORMAND
Pierre PUJO
(pages 7 à 10)

L'ESSENTIEL

Page 2
PÉTITION
– Reconnaissance pour le sacrifice des Gardes Suisses

Pages 4 et 5
POLITIQUE FRANÇAISE
– Les délocalisations continuent
par Henri LETIGRE
– Le Tigre dans la balance
par Aristide LEUCATE
– Enquête : les immigrés parlent (II)
par Ahmed RACHID-CHECHROUN

Page 6
POLITIQUE ÉTRANGÈRE
– Moyen Orient : les risques d'un embrasement
par Pascal NARI
– Les Serbes solidaires de Mladic
par Pierre PUJO

Page 11
RELIGION
– Guides pour un Carême
par Anne BERNET
COMBAT DES IDÉES
– Retrouver l'homme concret
par Michel FROMENTOUX

Pages 12 et 13
ARTS-LETTRES-SPECTACLES
– Journée de lecture : Les mémoires du commandant Guillaume
par Pierre LAFARGE
– Vocations
par Anne BERNET

Page 14
LES GRANDS TEXTES POLITIQUES
– Qu'est-ce qu'une nation ?
par Stéphane BLANCHONNET

Page 16
HISTOIRE
– Le faux lynchage de Léon Blum
par Pierre JUHEL et Pierre PUJO

L'ÉCHÉANCE ÉLECTORALE DE 2007

Villepin défie la démocratie

L'éditorial de Pierre PUJO (page 3)

GRIPPE AVIAIRE
Une vraie crise de communication

Si elle n'est pas encore une crise sanitaire, la crise de la grippe aviaire est d'ores et déjà une crise de la communication qui semble bien difficile à résoudre. L'absence de message rassurant de la part des autorités sanitaires serait à coup sûr interprété comme un signe inquiétant. Mais il semble également que tout message rassurant, augmentant le "bruit" médiatique de cette affaire, soit également interprété comme un signe inquiétant...

L'opinion publique est-elle réellement rassurée lorsque Jacques Chirac et Dominique Busserau mangent des aiguillettes de volailles en inaugurant le Salon de l'Agriculture ? Ce n'est pas certain. D'autant que les médias répètent en boucle que les volailles sont interdites au Salon de l'Agriculture, comme si le poussin était devenu un animal nuisible.

Est-on rassuré par les messages du Centre d'information des viandes qui met tous ses moyens pour répéter que **« en France, la consommation de viandes de volailles ne présente pas de risque de contamination de l'homme par le virus de la grippe aviaire H5N1 originaire d'Asie »** ? Il n'est pas certain que leur message fasse oublier les prévisions les plus pessimistes de l'Organisation mondiale de la Santé qui estime que le virus pourrait, dans le pire des cas, faire jusqu'à 100 millions de morts.

Avoir peur de la poule ?

Si la crise de la grippe aviaire est une véritable crise de communication, dont il sera difficile de sortir, c'est parce que nous sommes assaillis de messages et d'informations qui finissent par être tous mélangés.

Si on a entendu cent fois à la télévision et à la radio l'information selon laquelle les volatiles étaient interdits d'accès au Salon de l'Agriculture, combien de fois en a-t-on entendu les raisons ? La poule n'est pas devenue un animal féroce et traverser un poulailler ne représente pas un risque mortel. La protection des visiteurs n'est donc pas le premier motif d'exclusion des poules qui sont indésirables avant tout pour éviter la propagation de la maladie : le Salon rassemblant des animaux de toute la France, il aurait suffi d'un seul animal malade pour que la maladie reparte, avec les volatiles, aux quatre coins du pays.

De la même façon, les prévisions de l'O.M.S., si elles doivent être prises très au sérieux, doivent être replacées dans leur véritable contexte. Tant que la maladie ne se transmet que de l'animal à l'animal, comme c'est le cas aujourd'hui, il n'y a aucun risque d'épidémie mortelle.

Impuissance du gouvernement

Depuis 2003, alors que la grippe aviaire sévissait dans toute l'Asie, elle n'a fait que 170 cas humains et 92 morts. Une moyenne de 30 morts par an dans le monde... Voilà de quoi rame-

Guillaume CHATIZEL

(suite page 2)

UNE LUTTE SANS PITIÉ

■ ***Dominique de Villepin n'a pas tardé à réagir. À peine connu le projet d'O.P.A. hostile de la société italienne sur Suez, il a annoncé le rapprochement, préfigurant la fusion, entre Gaz de France – dont l'État détient 80,2 % du capital – et Suez. Son objectif est de sauvegarder*** *« l'indépendance énergétique de notre pays »* ***qui est*** *« un enjeu stratégique pour la France »****. Cette fusion conduira à*** *« créer un des tout premiers groupes mondiaux de l'énergie »****. Patriotisme économique exige ! Il n'est pas concevable que dans le domaine de l'énergie la France dépende de décisions prises à l'étranger. Il fallait immédiatement bloquer le projet italien.***

La gauche et les syndicats vont crier au "bradage" du service public et protester contre la diminution de la part de l'État dans le capital de la nouvelle société, du fait de la fusion. Mais l'essentiel n'est-il pas de conserver le contrôle de l'État français suivant des modalités à définir ?

Les Italiens, qui comptaient mettre la main sur une grande société française, sont furieux de se voir évincés. Dans une Europe prétendument promise à l'unité, les intérêts nationaux s'affrontent férocement.

Au même moment, toujours dans le domaine énergétique, le géant allemand E.ON lance une O.P.A. hostile contre la société espagnole Endesa. Il est relayé par le groupe catalan Gas Natural poussé par le gouvernement Zapatero. Les Espagnols ne souhaitent pas passer sous la coupe des Allemands dans un secteur essentiel. Ils opposent à E.ON une réglementation qui préserve les intérêts espagnols, ce qui n'est pas du goût de la Commission adepte de la libre-circulation des capitaux.

Et voici que l'on apprend maintenant que les institutions européennes ont aidé l'Indien Mittal à se construire un empire en rachetant les usines sidérurgiques des pays de l'Est libérés du communisme. Tony Blair lui-même y a mis la main. C'est ainsi que Mittal a entrepris récemment de s'emparer d'Arcelor, firme franco-hispano-luxembourgeoise. Il n'y a pas de solidarité entre Européens, mais une lutte sans pitié.

A.F.

M 01093 - 2696 - F: 3,00 €

O.M.C. – O.G.M. (suite)

Mai 2003 : Les États-Unis, le Canada et l'Argentine déposent une plainte contre le moratoire décrété en 1998 par Bruxelles pour protéger le consommateur européen en prétendant que ce texte s'apparente à une mesure protectionniste.

7 février 2006 : Dans un rapport de 1050 pages, l'O.M.C. condamne l'U.E et l'invite fermement à se mettre en conformité.

L'O.M.C. rendra son verdict définitif dans les prochains mois, décision qui devrait être contestée en appel puisqu'en mai 2004 l'U.E a levé son moratoire par une nouvelle législation qui autorise neuf produits transgéniques réservés à l'alimentation animale. Toutefois, l'absence de consensus politique entre les Vingt-Cinq (Allemagne, Autriche, France, Grèce et Luxembourg demeurent farouchement hostiles aux O.G.M) fragilise la position européenne.

Entre risque de famine mondiale, résistance accrue simultanément aux pesticides, insecticides et aux maladies, principe de précaution et intérêts de Monsanto, se trouvera-t-il quelque bonne âme susceptible de nous présenter une synthèse honnête sur la question ?

O.M.C. – États-Unis – U.E (suite)

En 1998 l'U.E dépose une plainte contre les *foreigns sales corporations*, dispositif mis en place par les États-Unis pour permettre à leurs entreprises d'enregistrer les bénéfices réalisés à l'exportation dans des paradis fiscaux.

En 2000, l'O.M.C condamne les États-Unis qui seront déboutés en appel par le jugement de 2003 qui permet l'Union d'appliquer une surtaxe de 4 milliards $ sur les importations d'outre Atlantique.

Les Américains ripostent en octobre 2004 par une nouvelle loi, le *Job Act* qui instaure une période de transition jusqu'à fin 2006, date à laquelle tout rentrera dans l'ordre… ou presque.

En effet, une clause du *Job Act* permettra aux grandes sociétés américaines de continuer à bénéficier d'avantages fiscaux sur toutes les ventes finalisées à partir de contrats antérieurs au 17 octobre 2003.

A priori ce détail paraît anodin… sauf dans le cas de marchés qui donnent lieu à de longues négociations techniques et commerciales. Par exemple Boeing bénéficierait de réductions fiscales de 615 millions $ au titre des livraisons à venir, initiées par des lettres d'intention d'achat antérieures au 14 octobre 2003.

En vertu de cette remarque, en date du 13 février 2006, l'O.M.C donne raison à l'U.E… Victoire ? Pas encore ; il reste encore trente jours à l'O.M.C pour entériner son verdict définitif et deux mois aux Etats-Unis pour se mettre en conformité… Délai largement suffisant pour inventer un nouveau *Job Act*.

Déjà huit années de procès… Monsieur Racine, *Les Plaideurs* sont toujours actuels !

Pierre JEANTHON

GRIPPE AVIAIRE
Une vraie crise de communication

Suite de la page 1

ner l'épidémie au rang de maladie rare... Et parmi ces morts, tous vivaient en contact étroit avec des volailles et aucun n'a contracté la maladie par simple ingestion d'un poulet rôti.

Mais les éléments rationnels ont peu de prise pour rassurer les consommateurs. D'autant que les consommateurs ont le choix. Même s'ils ont bien compris qu'il n'était pas dangereux de manger de la viande de volaille, ils préfèrent, par précaution, se rabattre sur le poisson, le bœuf, le porc... S'il faut tenter de limiter la casse, rien ne semble donc pouvoir enrayer totalement un tel mouvement de désaffaction pour la viande de volaille.

Alors que la consommation de volaille a déjà chuté de 25 à 30 % par rapport à la même période de 2005, le gouvernement "accompagne" donc cette crise, impuissant à l'enrayer, par une première enveloppe de 52 millions d'euros d'aides aux éleveurs.

La découverte de quelques cas d'oiseaux sauvages, puis celle d'un élevage de dindes de l'Ain, contaminés par le virus H5N1, ne changent pas le niveau d'alerte et sont sans conséquence pour le consommateur. Ils ont au contraire permis de constater en grandeur nature la rapidité et l'efficacité des mesures de diagnostic et de confinement.

L'Afrique en grand danger

Il faut s'inquiéter en revanche de la situation africaine. Après le Nigéria, le Niger et peut-être le Kenya sont touchés à leur tour. Au Nigéria, il semble que la maladie a pu gagner l'ensemble du pays avant même que des mesures sanitaires aient pu être prises. La difficulté à mettre en œuvre des mesures efficaces de protection peut faire craindre la propagation aux pays voisins. Même plusieurs jours après l'alerte, les autorités locales avouaient leur incapacité à faire fermer les marchés de volaille...

En Afrique, le virus pourrait provoquer un lourd bilan sur des populations malnutries, affaiblies par d'autres maladies et ne bénéficiant pas de services de santé suffisants. Surtout, la possible multiplication de cas humains constitue une véritable inquiétude pour les experts car le virus pourrait finir par muter vers une forme humaine qui pourrait se transmettre d'homme à homme et non plus seulement de l'animal à l'homme. On pourrait alors craindre que l'épizootie ne devienne une terrible pandémie qui, selon les scénarios les plus inquiétants, pourrait toucher 25 à 30 % des 6,4 milliards d'humains et causer jusqu'à 100 millions de décès.

Globalement, il semble que les autorités ont bien géré la crise en France, conciliant l'exigence de transparence et le principe de précaution. Mais on peut légitimement se demander si la communauté internationale n'aurait pas dû faire preuve d'une plus grande mobilisation pour aider l'Afrique. Car si le danger n'est pas dans nos assiettes, il pourrait en revanche venir des pays, en Afrique ou en Asie, où les hommes sont au contact du virus.

Guillaume CHATIZEL

Pétition pour la reconnaissance du sacrifice des Gardes suisses

■ « Le 10 août 1792, le roi Louis XVI est avec sa famille au palais des Tuileries, défendu par 1.100 Gardes suisses et quelques-uns des Gardes nationaux et gendarmes restés fidèles au Roi. Danton, qui veut en découdre avec ce monarque qui refuse de signer certains décrets, mobilise environ 17.000 hommes et les envoie aux Tuileries.

Alors que les Gardes suisses viennent de surmonter victorieusement le premier assaut, Louis XVI leur donne l'ordre de cesser le feu et de regagner leur caserne à Courbevoie. En chemin, ils sont massacrés, assassinés par les assaillants du palais, puis atrocement mutilés par une foule en folie.

630 Gardes meurent ainsi, et 156 sont faits prisonniers. Sans défense, ils seront à leur tour assassinés puis mutilés dans leur prison lors des massacres du 2 septembre 1792. Leurs corps seront jetés dans un vaste charnier, à l'endroit où Louis XVIII fit construire la Chapelle Expiatoire.

C'est une simple goutte de sang, puisque la Révolution française fera entre 600.000 et 800.000 victimes. Mais l'heure de toutes les repentances, du débat sur la colonisation au refus de célébrer le bicentenaire de la victoire d'Austerlitz, est peut-être aussi celle d'assumer entièrement notre passé.

En témoignage de reconnaissance et d'amitié au peuple suisse, les signataires demandent que la plaque à la mémoire des Gardes suisses, dévoilée en France par le président de la Confédération Helvétique, M. Samuel SCHMID, le 18 novembre 2005, actuellement conservée aux Invalides et portant l'inscription suivante :

« Invictis pax-per vitam fortes, sub iniqua morte fidele »
À la loyauté et au courage des Suisses
En l'honneur de tous ceux qui ont vaillamment combattu
et se sont sacrifiéspour rester fidèles à leur serment
lors des journées des 10 août, 2 et 3 septembre 1792
Sont tombés en combattant avec vaillance
et reposent en ce lieu :
26 officiers, environ 760 soldats
Ont survécu grâce à l'habileté de leurs amis :
16 officiers, environ 350 soldats »

soit transférée à la Chapelle Expiatoire, construite sur le lieu du charnier qui recueillit leurs dépouilles et y soit fixée, signe visible du devoir de mémoire notre pays ».

●

Cette pétition pour la reconnaissance de sacrifice des Gardes Suisses sera transmise :
– à Monsieur le Président de la Confédération Helvétique par l'intermédiaire de Son Excellence, Monsieur l'Ambassadeur de Suisse en France,
– à Monsieur le Maire de Paris,
– à Monsieur le Ministre de la Culture du Gouvernement français,
– et à toutes les autorités que les rédacteurs de la pétition jugeront bon de contacter pour obtenir la pose de cette plaque sur les murs de la Chapelle Expiatoire.

***ONT DÉJÀ SIGNÉ (entre autres)** : Mgr Nicolas THEVENIN (Prélat d'Honneur de Sa Sainteté), Michel DÉON, de l'Académie française, Jean RASPAIL, écrivain, président de l'Union nationale pour la célébration solennelle du Bicentenaire de la mort de Louis XVI, François BLUCHE, historien, écrivain, Ghislain de DIESBACH, écrivain, Jean de VIGUERIE, historien, Florence de BAUDUS, écrivain, Pierre PUJO, président du Comité directeur de l'Action française, directeur de* L'Action Française 2000*, Michel FROMENTOUX, directeur de l'Institut d'Action française, Marc VANDESANDE, Website des Manants du Roi), Michel MICHEL, maître-assistant à l'Université de Grenoble, Guy MENUSIER, journaliste, correspondant en Suisse de* L'Action Française 2000*, Jean-François COLLIN, président de l'ADIMAD, Jean-Christophe VALLET (à l'origine de la pétition à la mémoire des Gardes suisses), Olivier PICHON, directeujr de la rédaction de* Monde & Vie*, Camille GALIC, directrice de* Rivarol*, rédacteur en chef d'*Écrits de Paris.

*** Les signatures sont à envoyer à : « Pétition Gardes Suisses » Cidex 62, 21250 CORBERON**
ou par mail à : vallet.baux@wanadoo.fr
*** Pour en savoir plus, voir *L'Action Française 2000* du 1er décembre 2005, l'article de Guy C. Menusier.**

L'ACTION FRANÇAISE 2000

10, rue Croix-des-Petits-Champs, 75001 Paris
Tél. : 01-40-39-92-06 • Fax : 01-40-26-31-63
I.S.S.N. 1166-3286

• Directeur : **Pierre Pujo**
• Secrétaire de rédaction : **Michel Fromentoux**
• *Politique :* Georges Ferrière, Yves Lenormand
• *Politique étrangère :* Pascal Nari
• *Chronique militaire :* Bernard Guillerez
• *Économie :* Henri Letigre, Serge Marceau.
• *Enseignement, famille :* **Michel Fromentoux,** chef de rubrique
• *Sciences et société :* Guillaume Chatizel,
• *Outre-mer :* Pierre Pujo
• *Médecine :* Jean-Pierre Dickès
• *Livres :* René Pillorget, Anne Bernet, Pierre Lafarge, Philippe Aleyrac, Romaric d'Amico
• *Arts-lettres-spectacles :* Léon Camus, Renaud Dourges, Monique Beaumont
• *Cinéma :* Alain Waelkens
• *Combat des idées :* Pierre Carvin, Jean-Philippe Chauvin
• *Art de vivre :* Pierre Chaumeil
• *Chroniques :* Jean-Baptiste Morvan, François Leger
• *Maquettiste :* Grégoire Dubost
• *Photos :* François Tabary

Abonnements, publicité, promotion : Monique Lainé

VILLEPIN DÉFIE LA DÉMOCRATIE

Depuis juin 2005, Dominique de Villepin se pavanait en affichant une cote de popularité supérieure à 50 % – élevée pour un chef de gouvernement. À la fin de février, il a perdu 11 % par rapport à janvier et tombe à 42 %. Il n'atteint pas les profondeurs de l'impopularité de Jean-Pierre Raffarin dans les derniers temps de son ministère, mais la chute est impressionnante.

Le fiasco du "Clemenceau"

Il ne suffit pas d'invoquer l'inconstance de l'opinion. Les mésaventures de l'épave du *Clemenceau* ont leur part dans la grogne des Français à l'égard de ceux qui les dirigent. Il est incroyable que cette affaire ait été si mal conduite pour aboutir au fiasco que l'on sait. Ne pouvait-on prendre toutes les assurances pour que l'opération de démantèlement de l'ancien porte-avions soit menée à bonne fin dans toutes ses modalités ? Il a manqué visiblement quelqu'un pour suivre le dossier, écarter les embûches, en bref assumer les responsabilités jusqu'au bout, avec le souci de préserver le prestige de la France. L'échec précédent de la tentative de démantèlement du navire en Grèce justifiait une vigilance particulière.

On nous dit que quatre ministères, la Défense, les Finances, les Affaires étrangères, l'Environnement se sont penchés sur le dossier, donnant chacun leur avis. Sans doute. Mais ce qui a manqué, c'est un responsable qui, au moins, publie un chiffre indiscutable sur la quantité d'amiante recelée par le navire. Cette mésaventure est révélatrice de l'irresponsabilité qui règne au sein du gouvernement.

Le résultat est que la France est apparue en infraction à l'égard des règlements internationaux, qu'elle s'est fait bafouer par le *Greenpeace* qui cultive la haine multiséculaire des Anglais à l'égard de la marine française, et qu'elle a reçu un camouflet des autorités de l'Inde où le navire devait être démantelé.

On observera que, chaque année, des dizaines de bateaux, militaires et civils, sont démantelés dans les pays du tiers-monde dont la main d'œuvre est bon marché et qui récupèrent ainsi de la ferraille, et que ces chantiers ne soulèvent pas l'émoi qui s'est manifesté lorsqu'on a su que l'ex-*Clemenceau* allait être traité à Alang sur la côte ouest de l'Inde. La France avait en théorie pris toutes les précautions, en faisant notamment enlever une partie de l'amiante contenue dans le bateau. Nos dirigeants se voulaient sans reproches aux yeux des écologistes. Cela n'a pas empêché ceux-ci de désigner notre pays comme un agent de pollution des mers, contribuant en outre à miner la santé des populations du tiers-monde...

On s'en prend à la France parce qu'elle est faible, parce qu'elle ne sait pas défendre son prestige dans le monde, parce que ses dirigeants ont perdu toute espèce de fierté nationale.

PAR PIERRE PUJO

Les Américains coulent leurs vieux navires irrécupérables, ce qui est une fin glorieuse. Ils se moquent des règlements internationaux sur la pollution des océans. Sans en faire une pratique générale, la France pourrait s'en inspirer pour l'ex-*Clemenceau*... dont l'épave va encore nous coûter très cher avant de disparaître. Vous voyez le tollé que susciterait une telle décision ? Le gouvernement n'osera pas... L'odyssée de l'ex-*Clemenceau* va donc continuer autour de l'Afrique. Il n'a pas fini d'être malmené au gré des vents, et des lâchetés de nos gouvernants !

La comédie parlementaire

L'épizootie de la grippe aviaire qui frappe l'élevage des volailles en métropole, et les méfaits du moustique chikungunya dans l'île de la Réunion qui, lui, frappe les humains, contribuent, bien sûr, aussi à déprécier la cote du Premier ministre. On lui reproche soit d'en faire trop, soit pas assez. Il est placé sous la dépendance d'une opinion fragilisée par les médias audiovisuels qui, en montrant des blouses blanches manipulant des cadavres d'animaux ou maniant des insecticides, rassurent et inquiètent à la fois.

Ce sont cependant les discussions autour du "contrat première embauche" qui polarisent principalement les mécontentements. La gauche a trouvé là un terrain pour se rassembler alors qu'elle est minée par de graves divisions internes et les ambitions concurrentes de ses chefs. Cela nous vaut la comédie parlementaire habituelle à laquelle M. de Villepin a souhaité mettre un terme en recourant à l'article 49-3 de la Constitution pour faire adopter son projet global sur l'emploi des jeunes.

La gauche reproche au contrat première embauche de donner des coups de canif dans le droit du travail en accroissant la précarité des emplois au nom de la flexibilité. Mais pourquoi la réglementation existante ne pourrait-elle pas être modifiée si des résultats bénéfiques peuvent en découler ? On observe que les syndicats et les partis de gauche n'ont pas présenté de contre-projet sérieux. Ils s'adonnent à un conservatisme social borné et cherchent à faire de l'obstruction au Parlement. En dernier ressort, ils invitent les gens à descendre dans la rue...

Ces gesticulations sont appelées à faire long feu. Les Français sont peut-être sceptiques sur l'efficacité du nouveau contrat. Cependant depuis un quart de siècle on a essayé en vain tellement de formules pour remédier au chômage persistant des jeunes qu'ils se disent qu'ils peuvent faire l'essai de la nouvelle formule. Celle-ci a la mérite de ne rien coûter au Budget, contrairement aux emplois-jeunes du gouvernement Jospin.

La trahison de Sarkozy

On se serait attendu à ce que le plan pour l'emploi des jeunes – destiné particulièrement aux jeunes des banlieues sans qualification – soit relayé par l'U.M.P., le parti de la majorité. Or celui-ci se borne à remplir le service minimum. Il a, bien sûr, rejeté la mention de censure mais n'a guère fait campagne dans l'opinion pour expliquer et justifier les projets du Premier ministre. Son patron, Nicolas Sarkozy, a d'autres soucis que de faire réussir la politique du gouvernement auquel il appartient. Il ne s'intéresse qu'à sa candidature à l'élection présidentielle de 2007. Cette échéance doit marquer pour lui une "rupture" et non une étape dans la continuité d'une action entreprise aujourd'hui. Il signifie à M. de Villepin que les décisions de maintenant seront remises en cause lorsque lui, Sarkozy, aura accédé au pouvoir suprême.

Cette trahison larvée du ministre de l'Intérieur n'est pas le moindre handicap du Premier ministre. Celui-ci a cru l'an dernier pouvoir s'attaquer à l'un des problèmes de fond de la société française, le chômage, sans tenir compte de la proximité des élections de 2007 dont la campagne en fait, avait commencé. Dans la foulée, il a souhaité que 2006 fût **« une année utile »** pour l'emploi. Louable intention ! C'était pourtant s'engager dans un pari impossible que d'affecter de croire que la surenchère électoraliste, soit de la gauche, soit des centristes de François Bayrou, soit de Nicolas Sarkozy, ne viendrait pas troubler l'opinion. Lui-même va-t-il au bout de la réforme du code du travail pour améliorer le marché de l'emploi ? Ne faudrait-il pas alléger les charges fiscales et sociales des entreprises pour qu'elles puissent embaucher plus aisément ? M. de Villepin n'est pas en mesure d'opérer un bouleversement qui serait pourtant salutaire pour les salariés comme pour les entreprises. Il ne peut toucher aux scléroses françaises car il n'a ni l'autorité ni le temps pour cela.

■

SIGNES DES TEMPS

C.P.E./C.N.E..

Apporter un peu de souplesse aux conditions d'embauche et de licenciement est une bonne chose pour l'économie. Mais les C.N.E. et C.P.E., projets adoptés à la va-vite, n'ont pas été suffisamment réfléchis. Il faut notamment s'assurer que la liberté de mettre fin à ces contrats de travail ne puisse pas s'opposer à la protection des femmes enceintes et des salariés malades. Sans garde-fou, ces dispositifs risquent de ramener la protection des futures mères et des malades en deçà de ce qu'elle était au XIX^e^ siècle !

États-Unis

Contraint par la justice, le Pentagone se dit prêt à fournir la liste des prisonniers détenus sur sa base de Guantanamo, à Cuba. Il était temps ! Depuis l'ouverture de ce centre de détention en 2002, même la Croix-Rouge ne parvient pas à connaître la liste des détenus et le motif de leur détention... Comme à l'époque des camps allemands, soviétiques ou vietnamiens...

Antisémitisme

La France a-t-elle déjà oublié la ridicule situation dans laquelle l'avait mise la fausse agression antisémite du R.E.R. D en juillet 2004 ? On n'hésite pourtant pas à qualifier d'antisémite le crime commis par le "gang des Barbares" de Bagneux sous prétexte qu'ils choisissaient des victimes juives parce que les juifs sont réputés avoir de l'argent. Il faut pourtant être bête, bien plus qu'antisémite, pour choisir ainsi les victimes d'un enlèvement.

Guillaume CHATIZEL

Le 25 mars à Cotignac (Var) :

Journée d'Action française

Voir page 15

NOTRE SOUSCRIPTION POUR L'A.F.

Petit florilège

■ **Les dons que nous recevons pour notre souscription sont parfois accompagnés de mots sympathiques. Petit florilège :**

– « Merci pour ces pages réconfortantes, parfaitement informées, notamment sur le Proche-Orient et sur l'actualité littéraire (Anne Bernet) » **Y.D. (72).**

– « Pour que l'Action française puisse continuer sa mission au service de la France et pour la défense de nos valeurs » **J.F. (21).**

– « Pour continuer la lutte entre tous ces individus qui veulent supprimer notre liberté de penser et qui pourrissent les esprits faibles qui les écoutent » **C.J. (95).**

– « J'espère que cette souscription atteindra le chiffre souhaité **[55.000 euros]** car il est bien difficile pour un journal de vivre sans aide capitaliste ou gouvernementale » **P.M. Paris (7^e^).**

Merci à tous ceux qui ont répondu à notre appel du début février et merci d'avance à ceux qui nous répondront. Sans le journal, il n'y aurait plus d'Action française ! Votre aide est urgente. P.P.

N.B. – Prière d'adresser les versements à M^me^ Geneviève Castelluccio,* L'A.F. 2000*, 10 rue Croix-des-Petits-Champs, 75001 Paris.

LISTE N° 2

Virements réguliers : G^al^ Jacques le Groignec, 15,24 ; M^me^ Marie-Magdeleine Godefroy, 22,87 ; Louis Petit, 30,49 ; M^me^ Tatiana de Prittwitz, 45,73 ; Jacques Bentégeat, 53,86.

Légion des "Mille" : Pierre Milloz, 150 **;** Jacques Bentégeat, 155 : Pierre Cervoni, 200 ; Jean Foyard, 150 ; Marc Chaunier, 152 ; Jean Frère, 200 ; Joseph Lajudie, 200 ; G^al^ Jacques le Groignec, 200 ; Jean Coudert, 500 ; Anonyme, 800 ; Anonyme, 2.000.

M^me^ Marcelle Arnaud, 100 ; M^me^ Jeanne Baston, 50 ; André Blay, 50 ; Jean-Philippe Bonneton ; Edmond Cahu, 40 ; anonyme, 100 ; Georges Chauvet, 100 ; Bruno Colrat, 100 ; M^me^ Anne-Marie Defosse, 45,73 ; Robert Delaitre, 30 ; Serge Delannoy, 40 ; Claude Delisle,100 ; M^lle^ Simone Degisors-Terrisse, 77 ; Yves Demas, 80 ; François Drougard, 30 ; Michel Foache, 50 ; Jean Guillemin, 40 ; Christian Jousse, 40 ; M^me^ Monique Labadie, 30 ; M^me^ Henriette Lecumberri, 15 ; François Leger, 50 ; Jacques Lesaint, 30 ; Jean-Marie Loubert, 75 ; Gabriel Louvrier, 20 ; M^me^ Cécile Metzger, 100 ; M^me^ Yvette Midy, 50 ; Jacques Pascal, 30 ; M^lle^ Perrot, 100 ; Jean-Baptiste Morvan, 30,50 ; M^me^ Francine Remacle-Broussard, 50 ; Gaston Thomas, 20.

Total de cete liste :	6 568,33 €
Liste précédente :	1 531,84 €
Total :	8 100,17 €
Total en francs :	53 133,63 F

La crise des banlieues
Les immigrés parlent... (2)

■ La flambée de violences qu'ont connue à l'automne dernier les banlieues françaises n'a pas été une crise passagère. Ses causes venaient de loin, et le feu aujourd'hui couve sous la cendre.

Notre collaborateur Ahmed Rachid Chekroun, Marocain de naissance et Français de cœur, a enquêté dans les milieux immigrés pour essayer de comprendre la signification de l'événement et éclairer le comportement des jeunes campés dans nos banlieues et rejetant l'intégration dans la société française. Il a présenté dans notre dernier numéro *(A.F. 2000*, 16 février) le résultat de son enquête auprès de la première génération d'immigrés. Il part aujourd'hui à la rencontre de la deuxième génération.

A.F.

par
Ahmed RACHID CHEKROUN

Des réponses à un questionnaire distribué du 1er au 31 décembre 2005 dans le 20e arrondissement de Paris à forte concentration d'immigrés, il ressort que :

– 55 % désapprouvent les émeutes de banlieues,

– 82 % réprouvent les incendies de voitures ;

– 78 % sont contre la violence ;

– 77 % refusent la discrimination positive ;

– 49 % craignent la répétition des émeutes.

Cette génération est une génération charnière entre la première et la troisième. Nous sommes en présence d'un profil particulier et précis. En gros, les immigrés de la deuxième génération adoptent un comportement social et un mode de vie occidentalisé. Bien qu'ils soient attachés au pays d'origine, leur horizon c'est la France. A la différence de la première, ils aspirent à réussir économiquement et culturellement.

Porteurs d'ambition, ils désirent une meilleure visibilité et une participation réelle. Mais dans les faits ils se heurtent à des obstacles sérieux. Ce sont eux qui ont été à l'origine d'initiatives et de campagnes civiques visant à l'égalité des citoyens devant la loi. Cela se passait dans les années 1981 juste après l'arrivée de la gauche au pouvoir.

N'ayant pas pu accéder à des responsabilités dans des syndicats et partis politiques et restés confinés dans le champ associatif, ils ont fini par cultiver la déception et l'amertume à l'égard de la société française.

Composés de cadres, d'universitaires, de salariés qualifiés, de chefs d'entreprises..., ils étaient autrefois l'objet d'admiration de leurs parents et familles à cause de la réussite scolaire. Mais comme ils n'ont pas pu concrétiser leurs aspirations, ils ne sont plus un modèle attractif ni pour la première ni pour la troisième génération.

Leur déception est d'autant plus justifiée que les familles se sont saignées à blanc pour leur donner toutes les chances de réussir par une formation et une éducation.. Voyant le sort qui leur fut réservé, ils en viennent à justifier le comportement agressif des immigrés de la troisième génération.

Pour illustrer ce ressentiment fort endurci à l'égard du régime, nous avons choisi de sélectionner trois interlocuteurs. dont les propos méritent d'être relevés

●

Premier entretien. B.M. est un Franco-algérien, âgé de 47 ans, né en France, Ingénieur, marié à une Française, deux enfants, chercheur au C.N.R.S.

Ahmed RACHID CHEKROUN. – Que pensez vous des émeutes ?

B.M. – Je ne suis pas d'accord sur la forme choisie et la méthode utilisée mais j'approuve le mécontentement. La société française n'aime pas ses enfants d'origine maghrébine et africaine. Nous vivons dans une société qui n'a pas encore tourné la page coloniale et qui n'assume pas son passé.

A.R.C – Êtes-vous pour la discrimination positive ?

B.M. – Avant d'en arriver là, il faut déjà appliquer tout simplement la loi. Prenez mon cas, je suis chercheur au C.N.R.S. depuis une dizaine d'années. Chaque année, je dois renouveler mon contrat. Au bout de dix ans, je suis parti ne pouvant pas accepter l'idée et l'angoisse de vivre dans l'incertitude.

A.R.C. – Quelles sont les raisons avancées par votre employeur ?

B.M. – L'argument avancé par ce dernier ce sont les raisons budgétaires. Mais la vraie raison : on ne peut pas titulariser un chercheur de confession musulmane

Campés dans la société française, mais révoltés

travaillant dans le secteur de la défense nationale. Je l'ai su des années après. J'ai dû attendre que mon beau-père chercheur comme moi soit à la retraite pour savoir la vérité.

A.R.C. – Que faites vous actuellement ?

B.M. – Je suis chef d'entreprise Mais je me heurte à des discriminations flagrantes avec le banquier, les commanditaires, les concurrents…

A.R.C. – Que pensez-vous des mesures du gouvernement de Villepin ?

B.M. – C'est nul. Ce sont des paroles pour calmer le jeu. C'est tactique. Les jeunes attendent des actes. Il faut une volonté politique pour résoudre ce problème.

●

Deuxième entretien. Il s'agit de A. H. âgé de 51 ans, marié, un enfant, universitaire, franco-marocain, enseignant dans un collège.

A.R.C. – Que pensez-vous des émeutes ?

A.H. – Il fallait s'y attendre. C'est dans la logique des choses. On a tout fait pour liquider ceux qui étaient porteurs de culture du dialogue. Maintenant ils ont affaire à des barbares qui ne savent que détruire. Tout cela est voulu. Les gouvernements de gauche comme de droite ont cru résoudre ce problème en achetant la paix sociale par l'argent.

A.R.C. – Êtes-vous pour la discrimination positive ?

A.H. – Bien sûr que non ! Je veux l'égalité des citoyens devant la loi. Vouloir favoriser ceux qui sont issus de l'immigration est une démagogie et une insulte pour ces derniers. Enseignant dans un collège particulièrement difficile, je perçois un salaire de misère avec un statut précaire. Pourtant je suis docteur en troisième cycle. Je demande l'égalité devant la loi. Point final...

A.R.C. – Que pensez-vous des mesures du gouvernement de Villepin ?

A.H. – Je suis prudent. Nous avons été roulés dans la farine par les gouvernements de gauche comme de droite. Je suis dubitatif.

●

Troisième entretien. Mme K. âgée de 37 ans, enseignante, universitaire, mariée à un Français de souche, deux enfants, militante dans un parti politique de gauche depuis des années.

A.R.C. – Que pensez-vous des émeutes ?

Mme K. – C'est une surprise. Personne n'a vu venir. C'est un séisme politique. Je regrette que les politiques et les médias aient réagi par la haine. Le pays s'est coupé d'une partie de sa jeunesse.

A.R.C. – Que pensez-vous de la discrimination positive ?

Mme K. – Je ne suis pas d'accord. Je veux l'égalité des droits et devoirs. J'ai beau être française, mariée à un Français, militante dans un parti de gauche, cela ne change rien à ma condition. Je reste toujours l'arabe de service.

A.R.C. – On sent beaucoup de déception dans vos paroles, pouvez-vous en dire plus ?

Mme K. – Je ne suis pas persuadée d'être traitée comme les autres militants par mon propre parti de gauche. Je suis même persuadée du contraire. Je m'explique. Dans un passé récent, le hasard a voulu que je me présente à une élection législative partielle. Probablement parce que personne n'y croyait.

Le résultat du premier tour a surpris tout le monde : j'étais en deuxième position juste après le candidat sortant, lui aussi de gauche. Au deuxième tour la question s'est posée s'il fallait que je me maintienne. Et après avoir consulté mes camarades locaux du parti et la population qui m'a soutenue, j'ai pris ma décision de rester pour le deuxième tour par respect pour les électeurs. Ce qui m'a valu l'exclusion par la direction nationale du parti.

Je suis allée jusqu'au bout. Le résultat du deuxième tour a été édifiant : Il ne me manquait pas beaucoup de voix pour être élue !

(à suivre)

Europe incohérente ?

Depuis 1993, l'U.E fonctionne selon le principe de la libre circulation des citoyens, des capitaux et des marchandises. Donc si j'achète une table en Italie, je ne réglerai aucun frais de douane et je m'acquitterai d'un prix comprenant la matière première plus la valeur ajoutée dont une composante principale est le coût de la main-d'œuvre.

Ce coût résulte de la législation sociale, fiscale… en vigueur en Italie et finalement avec cette table j'ai acheté un peu de services *made in Italy* sans que personne y trouve à redire. Ce qui n'aurait pas été le cas si, avant la refonte de la directive Bolkenstein, j'avais fait appel à un artisan européen non français.

En conclusion le service incorporé à un produit industriel est libre de circuler dans toute l'Union à l'inverse du service dématérialisé.

Le risque de "dumping social" existe pourtant dans les deux cas… Y aurait-il eu polémique si au lieu du "plombier polonais", il s'était agi du "serrurier hollandais" ?

Autrement dit, les réserves justement formulées à l'encontre de la directive Bolkenstein sont peut-être une conséquence de l'élargissement intempestif de l'Europe bruxelloise, petit monstre administratif sans âme et de plus bloc économique hétérogène.

Un couple bien las

Dès son accession à la Chancellerie, Angela Merkel a relativisé l'importance du couple "franco-allemand" dans la façon dont elle entendait conduire sa politique européenne.

De part et d'autre du Rhin les instituts de statistiques décortiquent 2005 :

1 – En France selon l'INSEE :

– Importations en hausse de 9,2 % à 382 milliards euros (1)

– Exportations en hausse de 4,1 % à 355,5 milliards euros

– D'où un déficit du commercial de 26,5 milliards euros qui coûte 0,5 % de croissance

– Cause principale : recul de la production manufacturière de 1,1 % sur un an, d'où perte d'emplois et stagnation de l'investissement dans le secteur industriel.

2 – En Allemagne selon la DIHF (Fédération des Chambres de Commerce) :

– Importations en hausse de 8,7 % à 925,6 milliards euros

– Exportations en hausse de 7,5 % à 786,1 milliards euros

– D'où un excédent commercial de 160,5 milliards euros qui génère 0,9 % de croissance

– Cause principale : hausse de la production manufacturière et, pour la première fois depuis 1995, de l'investissement productif.

Sans même faire référence aux sujets strictement politiques (O.T.A.N, ouverture à l'Est….) les chiffres ci-dessus illustrent la "dysharmonie" d'un vieux couple.

Pierre JEANTHON

(1) Est-il politiquement correct de souligner que certains ne sont pas mécontents d'une telle hausse des importations parce qu'elle limite l'inflation….. ?

Pendant les Jeux les délocalisations continuent

par Henri LETIGRE

Lors des précédents Jeux Olympiques d'hiver, la presse économique française publiait un autre tableau des médailles où apparaissaient les marques qui équipent les différents skieurs. Cette année pour les Jeux de Turin, elle est restée fort discrète sur ce terrain très glissant. Les rachats successifs des fabricants français de matériel de montagne ne permettent plus vraiment d'identifier quelle est la nation productrice. Que ce soit chez Salomon ou Rossignol, pour ne citer que les deux plus célèbres, les politiques de délocalisation ont commencé ; la Roumanie et l'Espagne, qui ne figuraient pas parmi les producteurs de ce type de produits sont ainsi devenues les principales fabricantes de ces articles sportifs.

Tel que fonctionne le virus de la mondialisation, aucun vaccin ne permettra d'arrêter l'hémorragie. Progressivement toutes nos industries seront absorbées par la vampirisation des délocalisations.

Mais les massifs alpins, où sont installés ces sociétés, la Haute-Savoie pour Salomon et l'Isère pour Rossignol, ne sont pas les seuls à être victimes de la désindustrialisation qui touche notre nation. Fin janvier, une autre société qui a son siège dans la région Rhône-Alpes, SEB, était à son tour victime de ce virus lié à la mondialisation et qui reste particulièrement dangereux pour l'emploi. La direction de SEB basée à Ecully dans la banlieue lyonnaise a choisi de fermer une usine à Syndicat dans les Vosges (tout un symbole !) et une autre à Dampierre dans le Jura. Celles de la Sarthe et de la Mayenne seront regroupées, trois usines seront ainsi fermées d'ici 2008. 890 emplois disparaîtront, soit plus de 12% des effectifs français de tout le groupe, une personne sur huit ! La mondialisation est décidément bien malheureuse.

Et pourtant, il y a, à peine quatre ans, SEB apparaissait comme le sauveur. C'était l'entreprise exemplaire qui pouvait sauver Moulinex et démontrer que le virus de la mondialisation n'était pas une fatalité, mais une opportunité que nous pouvions saisir. La réalité économique était déjà fort différente de cette présentation médiatique.

Le 7 septembre 2001 le Conseil d'administration de Moulinex-Brandt déposait le bilan de l'entreprise à la suite de la transmission du virus de la mondialisation issu de la dévaluation du rouble. Le principal marché extérieur de cette société venant de s'effondrer, les erreurs stratégiques commises par le groupe italien El Fi, qui en contrôlait près de 75 % du capital, ne lui permettaient plus d'exister. Le 22 octobre suivant, le tribunal de commerce de Nanterre décidait de céder la société au groupe SEB, qui avait déposé la meilleure offre de reprise des restes de Moulinex. Ce dernier ne reprenait pourtant que 1850 salariés sur 5600, soit 3750 postes supprimés. En moins de sept ans, de 2001 à 2008, l'industrie française du petit électroménager perdra donc 4640 emplois, soit 36 % des effectifs pour ces deux seuls fleurons.

La politique du "tout chinois"

Comment SEB, présenté comme l'exemple à suivre, a-t-il finalement atteint le même type de résultat que le mauvais élève de la branche ? Les mêmes maux ont produit les mêmes effets ! La mondialisation ne réserve pas à la France la fabrication de biens industriels. Tel que ce virus fonctionne, aucun vaccin ne permettra d'arrêter l'hémorragie. Progressivement toutes nos industries seront absorbées par la vampirisation des délocalisations.

Avant la présentation du dernier plan de fermeture des trois usines SEB, les syndicats du groupe dénonçaient "la politique du tout chinois". Les entreprises ont-elles une autre alternative ? À l'heure de la surconsommation de masse, l'individualisme forcené contraint chaque ménage à collectionner les équipements électriques en choisissant en fonction des prix. Les provenances n'ayant plus aucune importance depuis que l'Union Européenne a imposé son "made in EU", chaque société pour rester compétitive doit produire là où les coûts sont les plus faibles. La quasi totalité des sites qui vont fermer sont aujourd'hui rentables, SEB dégage 260 millions d'euros de bénéfice opérationnel, son chiffre d'affaires est en croissance avec près de 2,5 milliards en 2005, mais pour améliorer ses résultats et complaire aux marchés boursiers les marges doivent s'accroître en transférant les centres de production dans des zones moins coûteuses : en Chine (le groupe contrôle aujourd'hui un site à Shanghaï), au Brésil et ailleurs. Les effectifs français ne représentent plus que la moitié de l'ensemble du groupe.

Sans réaction véritablement patriotique de la part des pouvoirs publics, la leçon de SEB doit être méditée par l'ensemble des secteurs industriels : la Chine, le nouvel atelier du monde, absorbera d'ici dix ans la totalité des emplois du secteur secondaire !

■

Le Tigre dans la balance

par Aristide LEUCATE

La décision attendue mais pour le moins curieuse qui a été rendue le 15 février 2006 par le Conseil d'État (juridiction administrative suprême en France, en même temps que conseiller du gouvernement), suspendant l'exportation vers l'Inde de la coque de l'ex-porte-avions *Clemenceau* en vue de son désamiantage, semble relever d'une politique jurisprudentielle bien connue au Palais Royal, celle de la jurisprudence politique.

Le Clemenceau
Le droit national escamoté

Droit européen et droit national

D'abord, les fondements juridiques de l'arrêt, si peu contestables qu'ils soient, sont, nonobstant, comme un hommage rendu sans concession par cette haute juridiction nationale au droit européen communautaire. Le Conseil d'État a motivé sa décision en s'appuyant sur un règlement du Conseil des communautés européennes (effet direct et immédiat dans le droit national) du 1er février 1993 portant sur les transport des déchets hors des frontières de l'Union européenne et une directive (nécessitant une transposition dans le droit national généralement par le biais d'une loi) du 15 juillet 1975 sur la définition juridique de ces mêmes déchets.

Sans entrer dans un débat de fond (que n'a, d'ailleurs, pas tranché le Conseil d'État statuant uniquement sur une question de référé, c'est-à-dire d'urgence), on se contentera d'observer que l'allégeance juridique d'une juridiction française à une jurisprudence supranationale (donc d'essence étrangère) rencontre, à notre sens, une limite : celle du droit national applicable. En effet, lorsqu'il existe, qu'il n'est pas contraire au droit européen et qu'il est aussi efficace que lui, on conçoit difficilement qu'il ne soit pas appliqué en tant que tel. Aussi, pourquoi le Conseil d'État ne s'est-il pas directement adossé au Code de l'environnement français (notamment sur ses articles L. 541-1 et suivants), à plus forte raison quand il est mentionné dans les visas de l'arrêt ? La jurisprudence **Nicolo** de 1989 n'avait pourtant d'autre but que de faire prévaloir une règle juridique antérieure sur une règle postérieure contraire et non de laisser le droit national en déshérence.

Le politique prime le droit

Enfin, c'est la seconde critique que l'on peut faire d'un arrêt à la construction juridique originale, le Conseil d'État a refusé « **qu'il soit enjoint à l'État, comme le demandent les associations requérantes, que la coque de l'exporte-avions *Clemenceau* soit rapatriée jusqu'à son port d'attache** ». On voit bien là le souci délicat de ne pas offusquer le prince et, en définitive, de le mettre devant ses responsabilités.

Politiquement habile, cette solution n'en est pas moins juridiquement illogique : comment, après avoir suspendu l'exécution d'une décision gouvernementale, ne pas en tirer la seule conséquence juridique qui s'imposait alors en ordonnant le rapatriement du navire ? Héritier lointain du Conseil du Roi, le Conseil d'État, reviviscence napoléonienne, reste fidèle à sa tradition de servir le prince, autrement dit la raison d'État.

■

DANS NOTRE COURRIER

Descendant d'esclave

En 1955, j'étais à la Foire du Havre où je tenais un stand de librairie. La Foire était inaugurée par le secrétaire d'État au commerce extérieur. Cet homme était un beau Noir, du Togo, je crois, du nom de Dicko. Je n'ai retenu qu'une phrase de son discours mais je ne peux pas l'oublier, même cinquante ans après. Je cite : **« Mon grand-père était esclave, et moi je suis ministre. C'est à la France que je le dois »**. Ce n'est qu'une anecdote mais en ces temps de patrio-masochisme, ce n'est peut-être pas mauvais de le rappeler... au risque d'aller en prison.

Edmond CAHU (Isère)

Le juge Burgaud

Je suis étonné par l'article d'Aristide Leucate concernant le juge Burgaud. Cet individu n'a fait que des bêtises et il a brisé la carrière, le ménage et même la vie des gens qui avaient le malheur de comparaître devant lui, et il ne manifeste aucun repentir...

Vous trouvez ignoble que les acquittés demandent une réparation publique. C'est la moindre des choses, il me semble, car toutes, je dis bien *toutes*, les professions sont responsables en cas de faute, sauf les juges : c'est complètement délirant.

J'ai assisté à une partie de l'interrogatoire à la T.V. Ne vous en déplaise, les questions posées étaient calmes et précises. Sur deux à trois d'entre elles, le juge est resté muet, ne sachant que répondre.

D'une façon générale, la tendance de la Justice à considérer l'aveu comme une preuve serait risible si elle n'était tragique. Tout le monde sait bien qu'on peut faire dire n'importe quoi à la plupart des gens quand on sait s'y prendre.

Vous me dites : il y avait des supérieurs. Certes l'un d'eux – procureur, je crois – entendu le lendemain ou le surlendemain, a été convaincu par la commission d'avoir écrit "noir" alors que l'interrogé avait dit "blanc". **« C'est une question d'interprétation sémantique »**, s'est-il contenté de répondre. Résultat : deux ans de prison préventive.

Dr André CHARLES (Limoges).

L'audition publique télévisée du juge Burgaud n'était, semble-t-il, pas la meilleure façon de purger l'affaire d'Outreau et de ses scandaleuses dérives judiciaires. On donnait ainsi satisfaction à l'opinion publique, mais le public croyait se trouver devant un tribunal révolutionnaire... Cela dit, il ne faut pas oublier les responsabilités personnelles du juge Burgaud et celles de sa hiérarchie qui n'a pas rempli sa mission.

A.F.

L'avenir du Kossovo en débat

■ *Le décès de Rogova – soi-disant président de la province de Kossovo-Metohija – n'aura aucune incidence sur le développement et l'avenir du Kossovo.*

Les médias certes l'ont présenté comme un dirigeant modéré, ce ne fut pas le cas. En premier lieu il s'agit d'un communiste, ensuite profitant de la faiblesse de la Serbie et des erreurs de l'Europe et des États-Unis dans la destruction de la Yougoslavie en 1991, il est devenu un indépendantiste : en effet cinq États ayant succédé à la Yougoslavie, pourquoi le Kossovo avec une population à 80 % albanophone ne pourrait-il pas y accéder avec ses deux millions d'habitants.. (Estonie : 1.400.000 habitants, Slovénie deux millions, Chypre, Luxembourg, Malte moins de un million) ?

De retour après le départ de l'armée serbe en 1999, appuyé par les responsables funestes de l'O.N.U. (Kouchner et successeurs), présenté comme un intellectuel évolué face à des brigands des campagnes et des montagnes, il fut intronisé comme président fantoche de cette province sous administration internationale (O.N.U.) et sous la protection des armées de l'O.T.A.N.

L'Occident va certainement trouver un nouveau soi-disant "modéré" pour ouvrir les discussions et éviter d'avoir comme interlocuteurs des assassins et des trafiquants trop visibles.

Le rattachement du Kossovo à un autre État et le retour à la situation antérieure étant exclus officiellement, il ne reste plus que deux possibilités : l'indépendance ou une large décentralisation dans le cadre de la Serbie. La première solution outre qu'elle créerait un dangereux précédent dans les États européens, serait la création d'un État maffieux dans les Balkans. Une large décentralisation mettrait le gouvernement du Kossovo devant ses responsabilités notamment économiques.

Gérard BEIGBEDER

PROCHE ET MOYEN ORIENT

Les risques d'un embrasement

par Pascal NARI

La destruction par suite d'une série d'explosions du mausolée d'el Hadi et d'el Askari, dixième et onzième Imams Chiites, à Samara, a fait singulièrement monter la tension en Irak.

Une telle situation de crise majeure ne restera pas confinée dans la région.

Dès mercredi 22 février jusqu'à ce lundi matin, plus de deux cent cinquante personnes ont été tuées au cours des affrontements ou par suite d'attentats dans ce malheureux pays. Sans compter les soldats américains, au moins une dizaine, semble-t-il ; mais on sait que les autorités de la "coalition" font tout pour occulter le nombre de leurs soldats tués dans ce pays ou d'en parler le moins possible.

À qui profite le crime ?

Ce mausolée avec son dôme en or massif constitue un des lieux sacrés pour les musulmans chiites et attire des milliers de pèlerins par jour. Sa destruction constitue une offense sinon un sacrilège, et a, donc, provoqué une série de réactions en chaîne parmi les deux principales communautés religieuses irakiennes. Le spectre d'une véritable guerre civile – la grande hantise de Washington – s'approche de plus en plus dans ce pays.

Les appels au calme lancés par les autorités religieuses, le grand ayatollah Sintani en particulier, ne semble pas avoir eu d'effets jusqu'à présent.

À qui profite, politiquement parlant, ce crime ? Qui a donc pu le commanditer ou le perpétrer directement ?

Dès le forfait commis, le régime de Téhéran a accusé officiellement les services spéciaux américains et israéliens – "sionistes" comme on dit à Téhéran pour ces derniers – d'en être responsables, afin **« d'offenser et d'injurier »** l'islam. Quelques milliers de bassidjis, miliciens du régime des ayatollahs, ont été lancés dans les rues pour protester et brûler des drapeaux américains. Le porte-parole du gouvernement a promis une "vengeance" terrible, autrement dit, appelé à des réactions violentes. Au Liban, le hézbollah, relais habituel de Téhéran, a également protesté. Les manifestants irakiens, encadrés par les miliciens de Mogtada-el-Sadr, proche sinon agent de Téhéran, prennent également Washington et les "sionistes" pour cibles.

Accusations, naturellement, sans fondement.

Les États-Unis, puissance occupante de l'Irak, et l'État hébreu, subsidiairement, n'ont aucun intérêt a envenimer la situation dans ce pays, bien au contraire.

Devant l'hostilité croissante de l'opinion publique et le fiasco, incontestable, de leur politique, et surtout à l'approche des élections législatives dont la campagne a pratiquement démarré aux États-Unis, les dirigeants de Washington font tout pour instaurer un semblant de situation normale en Irak, y mettre en place un gouvernement d'"union nationale" afin de pouvoir au moins commencer le retrait de leurs troupes. Cette affaire qui complique singulièrement la situation, ne pouvait absolument pas venir de leurs services. Cela les dessert.

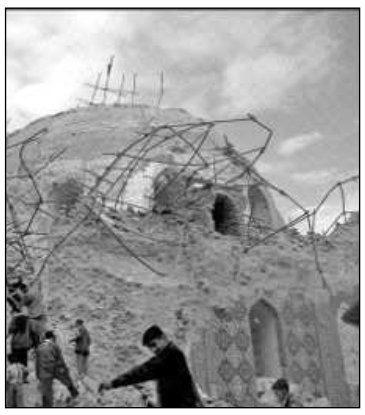
Les Israéliens aussi ne cherchent guère d'ennuis supplémentaires de ce côté. On ne voit pas pourquoi ils chercheraient à déstabiliser davantage l'Irak, devenu le principal vivier du terrorisme islamique dont ils sont des cibles privilégiées.

Provocation

En revanche, il pourrait s'agir d'une provocation de Téhéran. C'est une vieille méthode des ayatollahs et des islamistes.

● Les ayatollahs extrémistes sont sous de très sérieuses pressions internationales à cause de leur programme nucléaire militaire. Une très forte tension en Irak, détournerait l'attention – c'est déjà acquis – et engagerait encore davantage Washington sur ce théâtre.

Or, selon les experts, Téhéran n'a besoin que d'un court délai – dix-huit mois au plus – pour fabriquer une bombe opérationnelle. Une aggravation de la situation en Irak à l'approche d'un débat au conseil de sécurité des Nations-Unies sur ce sujet, n'est profitable qu'à la République islamique et subsidiairement à son allié syrien.



Le mausolée de Samara dont la coupole a été détruite par une explosion le 22 février 2006

Plus l'Irak s'embrasera, plus Téhéran et Damas se sentiront à l'abri des pressions internationales.

● Téhéran a les moyens et les hommes nécessaires pour commettre un tel forfait. Les premières constatations des enquêteurs auraient montré, selon la presse, que de nombreuses charges explosives avaient été disposées pour atteindre un maximum d'effet. Travail de professionnel.

● Samara est à quelques kilomètres de la frontière iranienne. Le flux des pèlerins vers ce lieu saint est constant, sans pratiquement aucun contrôle. Le repli des "experts" envoyés pour commettre l'attentat, a donc été facile, sans laisser de traces.

Il est fort probable que l'enquête aboutira aux agents de Téhéran (et Damas ?) directement ou à al-Qaïda manipulé par l'une ou/et l'autre capitale. Et leurs démentis "indignés" suivront.

Le jeu des islamistes

Une fois de plus, quelques "experts" plus ou moins bien intentionnés ont évoqué à l'occasion de cet attentat la confrontation entre chiites et sunnites en Irak et ailleurs.

Les activistes islamistes, qu'ils soient simplement sunnites (Hamas en Palestine), salafistes (manipulés d'Arabie Saoudite mais pas par son gouvernement) ou chiites (directement soutenus par Téhéran), ont depuis longtemps laissé ces différences, surtout de conception occidentale et plus particulièrement parisienne, au vestiaire. Dans leur "combat" destructeur ils sont unis. Même en Irak, et surtout contre l'Occident et les pays musulmans modérés et modernisateurs.

Téhéran finance officiellement et publiquement le Hamas (sunnite) en Palestine et le Hezbollah (chiite) au Liban. Il n'est un secret pour personne qu'al-Qaïda a des bases et des soutiens non seulement chez les Palestiniens (chiites ou sunnites) mais aussi en Iran (en majorité chiite, où les sunnites pourtant constituent une minorité opprimée).

La Syrie, laïque et socialisante, accorde refuge et soutien à tous les noyaux subversifs islamistes dans son jeu de déstabilisation des pays musulmans modérés et dans sa politique visant à dominer le Liban. Les choses sont bien moins simples en Orient.

L'islamisme radical, violent et prosélyte, est plus uni qu'on ne le croit et surtout qu'on ne le dit en Occident et surtout dans quelques cercles parisiens bien-pensants.

Les "nazislamistes", comme écrit parfois le *Figaro*, sont soutenus par les "islamo-gauchistes" qui leur servent de faire valoir. Cela aussi paraît étrange. Mais c'est une réalité.

Quand finira-t-on par s'en apercevoir ?

L'impasse irakienne

Des mois après les élections législatives en Irak, qui étaient sensées doter ce pays d'un régime "démocratique" stable, aucun gouvernement n'est mis en place à Bagdad.

L'armée et la police irakiennes créées par les Américains sont noyautées par les réseaux extrémistes, Washington commence à le constater et tente d'y apporter des corrections. Un peu tardivement.

Seul, dans ce pays, la région kurde bénéficie d'une certaine stabilité. Or les Kurdes sont partagés entre chiites et sunnites qui ne s'opposent guère entre eux.

Aucune perspective de sortie de crise ne se dessine en Irak. Bien au contraire. À part quelques déclarations régulièrement démenties par les événements, Washington n'a pas de politique visible et lisible dans ce pays qui était supposé servir de "modèle de démocratie" à tous les pays musulmans. Il n'est devenu que le centre d'entraînement du terrorisme islamiste international.

Avec une telle impasse en Irak, la mainmise du Hamas en Palestine, que l'on va accepter voire aider, et la perspective de l'armement nucléaire du régime de Téhéran, les risques d'un embrasement en Proche et Moyen Orient sont moins théoriques qu'on ne le dit en public. Or, une telle situation de crise majeure ne restera pas confinée dans la région. De nombreux pays occidentaux, la France particulièrement, pourraient être touchés. Et pas seulement par suite d'un nouveau choc pétrolier.

Prenons garde.

■

LES SERBES SOLIDAIRES DE MLADIC

■ *50 000 Serbes ont manifesté à Belgrade le 24 février, à l'appel du Parti Radical (Parti nationaliste) pour dénoncer **« l'insupportable tyrannie de la Haye »**. Ils demandaient la libération du fondateur du Parti Radical Vojislav Seselj qui s'est rendu volontairement au tribunal international de la Haye et dont le procès n'a pas encore commencé trois ans après. Seselj avait tenu en 1992 des discours incendiaires contre la Croatie qui avait entrepris de se séparer de la Yougoslavie et il avait recruté des volontaires pour aller combattre à Vukovar, en Croatie orientale.*

La manifestation de Belgrade a été aussi l'occasion d'apporter un soutien populaire au général Ratko Mladic, chef de l'armée bosno-serbe durant la guerre de Bosnie (1992-95), et réclamé par le tribunal de la Haye pour avoir ordonné le massacre de Srebrenica où 7000 musulmans furent tués. Étaient-ils des civils comme le soutient l'accusation ou bien des combattants morts les armes à la main ? Le point n'a pas été éclairci. En tout cas, le général Mladic, qui est entré dans la clandestinité il y a plus de dix ans, est devenu une sorte de héros national en Serbie.

La rumeur de son arrestation a couru la semaine dernière. Sera-t-il livré à la Haye ?

Le scandale dans cette affaire est que l'Union européenne suspend son aide à la Serbie à la reddition du général Mladic. C'est là une atteinte à l'indépendance de la Serbie car un État normal ne livre pas ses nationaux, et l'on comprend que la population se révolte. D'autant que la légitimité du tribunal de La Haye est douteuse. Il a été créé par les États occidentaux qui ont encouragé le dépeçage de la Yougoslavie et participé à l'agression contre la Serbie en 1999. Sa "justice" est sans valeur. C'est une justice de vainqueurs.

P.P.

L'ESSENCE DU POLITIQUE

Les années passent, les faits demeurent, ...et leurs conséquences aussi. Soixante-dix ans après sa mort, Jacques Bainville continue d'attirer les esprits désireux de comprendre quelque chose dans le magma de la politique internationale actuelle.

Plusieurs de ses livres ont été récemment réédités, des études lui ont été consacrées, un colloque a eu lieu ce samedi 25 février : les avertissements toujours coulés dans des formules de métal plein du compagnon de Charles Maurras et de Léon Daudet n'ont jamais cessé d'intriguer et de séduire les intelligences sentant venir le déclin de la civilisation.

par
Michel FROMENTOUX

Jadis chaque matin, l'article de Jacques Bainville à la Une de* L'Action Française *était dévoré par les fonctionnaires du Quai d'Orsay, voire par les ministres eux-mêmes. Aujourd'hui, toute une nouvelle génération trouve dans son œuvre un enrichissement et une clef pour comprendre les maux dans lesquels croupit sans même s'en rendre compte notre vieux continent.

Au moment où une "Europe" babélique court les plus folles aventures et risque de s'abîmer dans un mondialisme déshumanisant, Bainville vient nous redire que les nations sont des facteurs de stabilité, d'expérience, de mesure, indispensables à l'équilibre du monde. Et plus particulièrement la nation française, fruit de mille cinq cents ans d'Histoire, *« œuvre de la volonté et de l'intelligence »* ***de nos rois toujours prêts à défendre la paix contre les impérialismes des grands empires.***

Bainville nous ramène aux sources de la saine politique, celle qui sait se débarrasser des idéologies et des partis-pris autant que des groupes de pression financiers ou médiatiques, celle qui, hors de tout électoralisme, est essentiellement guidée par le souci réaliste du bien commun : chose éminemment royale !

■

Un maître de l'Action française

■ Nous publions ci-dessous un large extrait de la conférence que Pierre Pujo a prononcée lors de la journée Jacques Bainville ce samedi 25 février *(cf. page 10)*.

par
Pierre PUJO

Au fur et à mesure que sa vie avançait, Jacques Bainville a vu grandir sa notoriété personnelle comme journaliste politique, chroniqueur littéraire et artistique, économiste, et, bien sûr historien. Il ne collaborait pas seulement à *L'Action Française*, mais aussi au *Capital*, à la *Liberté*, et à la *Revue Universelle*, etc. La précision de son information, la sûreté de son jugement, la clarté de son style le faisaient apprécier d'un très vaste public bien au delà des disciples de Charles Maurras.

D'où la tentation de certains de présenter Bainville comme un écrivain indépendant qui se serait forgé lui-même sans se soumettre à une quelconque influence extérieure. Certains admirent volontiers Bainville et goûtent ses écrits mais rejettent Maurras, trop compromettant avec son Action française.

Pourtant Jacques Bainville est demeuré royaliste toute sa vie durant. Malgré ses nombreuses relations parmi le personnel républicain, il a été jusqu'au bout aussi royaliste que Maurras. Et puis, après son élection à l'Académie française, le 28 mars 1935, il a rendu cet hommage à Maurras : **« Hormis le jour, je lui dois à peu près tout »**. L'expression est forte ! Il n'est pas permis de séparer Jacques Bainville de l'Action française. Il fut et demeure aujourd'hui l'un de ses maîtres.

Une illumination

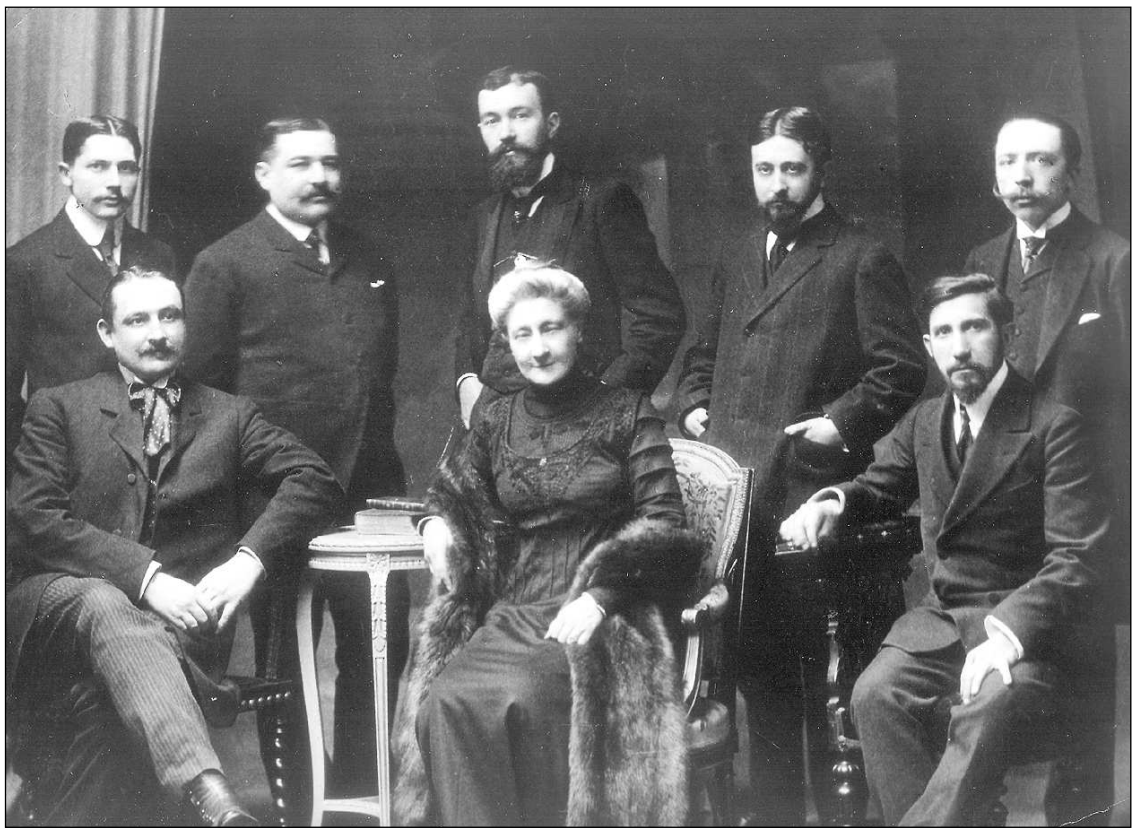
Comment Jacques Bainville a-t-il rencontré Maurras ? Au printemps 1899, il a vingt ans. Revenant d'Allemagne, il achète à la gare frontière d'Igney-Avricourt, en Lorraine annexée, la *Gazette de France.* Il y découvre un article de Maurras qu'il lit ardemment. En effet, il vient d'effectuer son second séjour en Allemagne où il a recueilli des informations pour l'ouvrage qu'il prépare sur Louis II de Bavière. Il est attiré par la vie de ce monarque qui a mal supporté la centralisation prussienne qui s'est abattue sur son pays après la proclamation de l'empire allemand en 1871. Le roi s'est réfugié dans la musique en soutenant son ami Richard Wagner qui compose à cette époque ses grands opéras inspirés de la mythologie allemande et il s'est mis à construire des châteaux fantastiques. Inquiet de ses dépenses, le gouvernement bavarois lui retira ses pouvoirs jusqu'à ce qu'il mourût dans des circonstances mystérieuses en 1886. Il n'empêche, les châteaux du roi Louis II font aujourd'hui la fortune touristique de la Bavière !

Bainville publie son ouvrage sur Louis II de Bavière en 1899. Il s'est plu en Allemagne.

La vie à Berlin, notamment, lui a paru agréable. Cependant, alors que d'autres jeunes Français se rendent outre-Rhin comme dans la patrie de la philosophie, Jacques Bainville, lui, est frappé par le contraste politique entre l'Allemagne et la France. L'Allemagne monarchique bénéficie d'un régime d'ordre qui contraste avec la République française secouée au même moment par l'Affaire Dreyfus et qui laisse se développer une campagne de dénigrement de l'Armée. Bainville revient donc royaliste en France, alors qu'il a été élevé dans une famille républicaine radicale installée à Vincennes.

L'Action française vient alors de se fonder autour d'Henri Vaugeois et Charles Maurras. Depuis juillet 1899, elle possède sa revue à laquelle Bainville envoie des chroniques bibliographiques. Il a découvert chez les bouquinistes du théâtre de l'Odéon *Trois idées politiques* publiées par Maurras en 1898 et sa lecture lui fait l'effet d'une révélation. Il y trouve la condamnation du romantisme politique, de la perversité de Chateaubriand et de Michelet et l'exposé de l'empirisme organisateur, que Maurras a puisé chez Sainte-Beuve et qu'il préconise d'appliquer à l'analyse des faits politiques. C'est une illumination pour Bainville, comme c'en sera une pour beaucoup de jeunes de l'époque. Maurice Pujo a raconté la révolution mentale que provoqua Maurras chez les intellectuels de sa génération. Maurras faisait découvrir le réel à leur esprit embrumé par l'idéalisme allemand et le romantisme. Les fondateurs de l'Action française dépassaient la droite et la gauche par une nouvelle façon de concevoir et de traiter les problèmes politiques.

Cependant Bainville tardait à rencontrer Maurras. L'occasion s'en présente fin mars 1900



Le comité directeur de L'Action Française réuni en 1908 autour de la marquise de Mac-Mahon. Debout, de gauche à droite : Jacques Bainville, Léon Daudet, Maurice Pujo, Lucien Moreau et Léon de Montesquiou. Assis à gauche : Bernard de Vesins, à droite : Charles Maurras

Naissance d'une amitié

Lucien Moreau, ami de Maurras, donne une conférence au café "Le Procope" sur l'empirisme organisateur. Maurice Barrès y a invité Jacques Bainville. Après la conférence, Henri Vaugeois entraîne Bainville au Café de Flore où Maurras a ses habitudes et qui a vu la naissance de l'Action française l'année précédente. Maurras est frappé de la jeunesse et en même temps, de la maturité de la nouvelle recrue de l'A.F. Maurras, qui fait le récit de cette rencontre dans son ouvrage *Au signe de Flore,* ajoute : **« C'est par Henri Vaugeois que commencèrent six grands lustres de collaboration incessante et, à travers les biens et les maux de la vie une amitié vive et fidèle entre Bainville et moi. »**

Entre Maurras et Bainville, il n'existe pas pourtant d'affinités naturelles. Maurras est provençal. Il a commencé son engagement politique par la Déclaration des Félibres fédéralistes en 1892. Il est venu à la Monarchie par le souci de retrouver et de défendre les libertés locales et provinciales. Bainville, lui, est un homme du Nord de la France. Ses attaches familiales sont dans le Valois et la Lorraine. Il est avant tout conscient du rôle de l'État dans la formation de la nation française. Il se rallie néanmoins à la formule maurrassienne : **« l'Autorité en haut, les libertés en bas »**.

Par ailleurs, Maurras et Bainville sont de tempéraments très différents. Bainville n'est pas un polémiste et ne sera jamais un militant. Il laisse parler les faits lesquels, pour lui, ont une charge de conviction suffisante. Il ne désavouera pas pour autant les actions des Camelots du Roi.

Tous au service de la France

En 1900, Jacques Bainvillle vient donc agrandir le cercle des fondateurs de l'Action française. Comme ils sont divers ! Divers par les tempéraments et, aussi par la formation intellectuelle. Charles Maurras, c'est le dialecticien implacable, formé à la philosophie de saint Thomas d'Aquin. Henri Vaugeois, lui, est venu de la philosophie idéaliste allemande qu'il a rejetée en même temps qu'il se déclarait contre le clan dreyfusard. C'est un homme exalté qui

Un maître de l'Action française

a la passion de convaincre ; il a entraîné avec lui Maurice Pujo, de huit ans son cadet, imprégné lui aussi de philosophie allemande et en réaction contre les menées dreyfusardes. Maurice Pujo est de tempérament placide mais obstiné. Il y a aussi Léon de Montesquiou, venu du positivisme, dialecticien rigoureux, Frédéric Amouretti, provençal, historien, confident de Fustel de Coulanges. Amouretti est l'auteur de la meilleure démonstration des bienfaits de la monarchie capétienne : « **Citoyens, on vous a raconté que nos rois étaient des monstres. Il y eut parmi eux, il est vrai, des hommes faibles, peu intelligents, plusieurs médiocres, débauchés, et peut-être deux ou trois méchants. Il y en eut peu qui fussent des hommes remarquables. La plupart furent des hommes d'intelligence moyenne et consciencieux. Regardez leur œuvre : c'est la France** ». Ce propos sera illustré par l'*Histoire de France* que Bainville publiera en 1922. Frédéric Amouretti mourut dans la force de l'âge en 1903. Il avait transmis à Bainville le message de Fustel.

Parmi les fondateurs de l'A.F., il y a encore Lucien Moreau, venu du protestantisme ; c'est-à-dire de l'un des "quatre États confédérés" qui, selon Maurras tenaient la République. Il appartient à la famille qui possède la Librairie Larousse.

Léon Daudet ne rejoindra l'A.F. qu'en 1905 avec sa forte personnalité, son tempérament chaleureux et truculent, sa verve de polémiste.

Tous ces jeunes hommes, dans leur diversité, auraient pu former un mélange détonnant et le groupe des fondateurs de l'.A.F. aurait alors éclaté rapidement. Il n'en fut rien. Leur collaboration dura des décennies, et seule la mort y mit fin. La supériorité intellectuelle de Maurras ne suffit pas à expliquer le maintien de leur cohésion. Chacun d'entre eux, quels que fussent ses origines, son tempérament, n'avait qu'une pensée directrice : le service de la France en diffusant la seule doctrine qui pût assurer son avenir. Ils avaient tous un esprit d'abnégation qui les faisait s'effacer devant l'œuvre de salut public qu'était l'Action française.

Vers le Roi

À ce moment, les fondateurs de l'Action française n'ont pas encore rallié la Monarchie, même Henri Vaugeois, qui est le directeur de l'A.F. Seul Maurras est royaliste. Il accueille avec enthousiasme Jacques Bainville qui, lui, l'est déjà.

Bainville répond en août 1900 à *L'Enquête sur la Monarchie* que Maurras a lancée dans *La Gazette de France.* Il est d'accord avec Maurras sur le caractère de salut public que représente l'institution d'une monarchie héréditaire, traditionnelle, antiparlementaire et décentralisée. Mais il estime que les Français ne sont plus royalistes et que pour les convertir au royalisme il faut leur montrer comment la Monarchie pourrait leur apporter la réforme judiciaire et décentralisatrice qui leur rendrait leurs libertés confisquées par la République au nom d'une Liberté abstraite.

Dans son commentaire, Maurras souligne le prix fort attaché à l'adhésion de Bainville au projet monarchique : « **M. Jacques Bainville personnifie pour moi,** écrit-il, **l'une des toutes premières fleurs du vaste, lent et profond travail opéré dans la sève philosophique française, depuis la Révolution, contre la Révolution. L'esprit critique, les méthodes pensives de la science, un naturalisme dépouillé de tout dessein antireligieux, en même temps que de tout dessein religieux, voilà les causes essentielles des derniers événements intellectuels.** » Et Maurras estime que bientôt la concordance entre « **les traditions mystiques** » et « **la tradition positive** » devra se manifester car elle est dans la logique des choses.

Jacques Bainville (à gauche) reçoit son épée d'académicien en octobre 1935 des mains de François Leger (à droite), alors secrétaire général des étudiants d'AF, en présence de M. Bonvoisin, maire de Vincennes.

Maurras va confirmer Bainville dans son royalisme. Bainville avouera publiquement trente ans plus tard qu'il était royaliste avant de l'avoir rencontré, « **mais sans vous je ne le serais pas resté. À l'âge que j'avais,** expliquait-il, **on s'emballe facilement. Le tout est de tenir. Maurras m'a maintenu.** »

La communion d'esprit entre Charles Maurras – qui a trente-deux ans – et son cadet – qui en a vingt et un – se fonde sur leur commune adhésion à la méthode de l'empirisme organisateur et aux idées positives que Bainville a commencé à découvrir en lisant *Trois idées politiques.* Ce qui intéresse Bainville, c'est de découvrir les rapports nécessaires qui découlent de la nature des choses. Il s'attachera dans ses articles et ses ouvrages à souligner les relations de causes à conséquences, les enchaînements entre les faits. Cependant, il ne pratique pas un déterminisme sans réserves. Il admet, comme Maurras, que la volonté d'un homme, ou un sursaut national, peuvent empêcher un pays d'être plongé dans le malheur. Ce sera tout l'effort de l'Action française d'entreprendre d'« **inverser la mécanique de nos malheurs** ». Et, à la fin de son discours de réception à l'Académie française, en novembre 1935, alors qu'il est dans l'antichambre de la mort, Jacques Bainville proclame : « **Pour les renaissances il est encore de la foi** ».

Pierre PUJO

Éloge de l'amitié

Le texte que l'on va lire est celui de l'allocution prononcée le 4 avril 1935 au cours de la cérémonie organisée par l'Action française pour fêter l'élection de Jacques Bainville à l'Académie française.

Mesdames, mes chers amis,

Je suis trop ému pour vous remercier autrement que par des phrases maladroites de votre présence et de tant de témoignages affectueux. Laissez-moi seulement vous dire que ce n'est pas moi que l'on fête aujourd'hui, mais l'amitié et la fidélité.

Ce matin, dans un faisceau de palmes trop généreuses, Pampille m'en a décerné une qui me touche entre toutes. Elle a rappelé délicatement, avec des mots de poète comme elle seule sait en trouver, que, depuis plus d'un quart de siècle, nous étions tous unis dans la bonne et dans la mauvaise fortune, dans les jours de bonheur et dans les jours de malheur. Oui, je crois que si nous avons montré quelque chose, c'est que l'amitié n'est pas une chimère.

Ce n'est pas non plus un mérite. C'est la plus grande douceur de l'existence. Jeudi dernier, quand Léon Daudet est venu m'embrasser, il m'a dit un mot qu'il me permettra de citer, parce que c'est tout lui, avec son cœur, sa bonne humeur, son magnanime détachement de lui-même : « Voilà le plus grand plaisir que j'aie eu depuis longtemps dans ma chienne de vie ». Entre nous, il avait même dit un autre mot que "chienne". Et il avait raison. L'existence de chacun de nous n'est belle que de la part que nous prenons à ce qui arrive de bon à ceux qui nous sont chers.

Il y a vingt-huit ans, depuis la fondation du journal, que nous sommes assis, Léon Daudet et moi, à la même table de travail. Rue de la Chaussée-d'Antin, rue Caumartin, rue de Rome, rue du Boccador, cette table magique est toujours revenue. Je crois que, si on voulait la scier, elle résisterait comme du granit, bien qu'elle ne soit que de bois blanc.

Nous sommes tous différents ici. Nous avons nos façons de voir les choses, nos goûts personnels, nos manières de penser et de travailler et nous ne nous chicanons jamais sur l'accessoire. Nous ne sommes pas libéraux, mais nous respectons, nous aimons même la liberté de chacun de nous. C'est ce qui fait notre harmonie.

Sans un nuage ! S'il y a vingt-huit ans que nous nous faisons vis-à-vis, Léon Daudet et moi, il s'en est écoulé trente-cinq depuis que j'ai rencontré Charles Maurras "au Signe de Flore".

J'ai pu, une fois, lui adresser un livre avec cette dédicace que, sauf le jour, je lui devais à peu près tout.

Je veux simplement, dans cette circonstance, le lui répéter devant nos camarades présents et disparus, devant ceux que je vois avec les yeux du corps, devant Maurice Pujo (le tiers d'un siècle d'amitié, avec lui aussi, un véritable "Règne de la "grâce", une esthétique de l'affection), et devant ceux que je revois avec les yeux de l'esprit, Léon de Montesquiou, Henri Vaugeois, Lucien Moreau, la primitive école de la petite revue grise, qui était déjà grande par le culte unique des idées.

Et ce sont les idées qui ont rassemblé, dans la génération qui suit la nôtre, cette jeunesse à qui je dois une très grande joie. Au nouvel académicien, les étudiants de France veulent bien offrir son épée. Rien ne pouvait le toucher davantage. je sais aussi que Maxime Real del Sarte doit ciseler la garde de cette arme symbolique. En le remerciant, j'évoque encore le temps où je l'ai vu débuter dans la bataille et dans l'art, svelte comme un de ces éphèbes florentins du peintre illustre dont il porte et perpétue le nom.

Mesdames, mes chers amis, je vous dis merci pour cette fête de l'amitié et du souvenir, pour cette intimité, pour cette affection à laquelle vous avez associé les miens, pour tant de paroles bienveillantes qui resteront toujours gravées dans ma mémoire.

Jacques BAINVILLE

ACTUALITÉ DE JACQUES BAINVILLE

Un modèle pour comprendre l'avenir

■ Nous publions ci-dessous un large extrait de la conférence prononcée ce samedi 25 février par Pierre Hillard lors de la journée Jacques Bainville *(cf. page 10)*.

par Pierre HILLARD

Le musicien allemand Richard Wagner disait qu'il croyait en Dieu et en Beethoven. L'auteur de ces lignes peut affirmer qu'il croit en Dieu et en …Jacques Bainville. En effet, si un homme a pu marquer son époque, c'est bien ce Lorrain né à Vincennes (1879-1936). Il est rare de trouver dans l'histoire d'un pays une intelligence politique aussi pure au service du bien commun. Avec sa capacité d'analyse, de déduction et de projection dans l'avenir, on peut presque dire que la France n'avait pas besoin de service de renseignements. Il suffisait de lire du Bainville pour être renseigné sur les événements à venir. L'art qu'avait cet homme pour dénouer les liens apparemment inextricables d'un enjeu sont confondants par la logique acérée doublée d'une clarté de langage qui fait dire après chaque lecture que la conséquence de tel ou tel événement ne peut être que celle présentée par Bainville.

La connaissance et l'imprégnation de la "méthode" bainvillienne sont de salubrité publique.

Une méthode

Cela est d'autant plus net que nous vivons une époque accablée par une décrépitude politique totale. On peut même dire que les écrits de ce grand maître qui était lus même par le personnel de la IIIe République ne peuvent même plus être compris par les générations décérébrées de ce début de XXIe siècle. Le titre de l'ouvrage du philosophe Marcel de Corte *L'intelligence en péril de mort* prend une résonance particulièrement douloureuse pour les quelques personnes fidèles à une tournure d'esprit classique qui était monnaie courante du temps où la France était grande.

Cependant, comme le dit l'adage, "la roue tourne". En attendant des jours meilleurs, il s'avère utile de comprendre le mystère Bainville. En effet, si les prédictions de cet homme se sont révélées justes, celles-ci ne sont pas le fruit du hasard. Cette capacité à saisir le réel est le résultat d'une méthode, d'une manière de raisonner. Plusieurs éléments entraient en jeu et se combinaient permettant à Bainville de délivrer un message quasi biblique. Mozart disait qu'il réunissait les notes qui s'aimaient pour faire de la musique. Bainville a procédé de la même manière dans le domaine de la science politique qui chez lui était devenue un art.

La connaissance et l'imprégnation de la "méthode" bainvillienne sont de salubrité publique. En effet, le grand reproche que nous pouvons faire au dernier carré cherchant à défendre la France des rois et les valeurs classiques, c'est l'incapacité à utiliser les outils intellectuels de Bainville pour les appliquer à notre époque. Beaucoup sont très forts pour expliquer comment cet homme a analysé les problèmes de son temps, mais se révèlent sauf exception plutôt légers quand il s'agit de procéder de la même manière pour cerner les causes et les conséquences de notre chute actuelle. C'est pourquoi, nous nous attacherons à aligner les différents points d'une méthode de raisonnement qui doivent être ceux de tous les défenseurs de la cause nationale.

Observation des faits

Le premier point à souligner est la méthode et l'observation des faits. Cela doit se faire sans l'ombre d'un sentiment particulier, débarrassé de toute passion, presque avec détachement et libre de toute référence à une quelconque idéologie. Ce n'est guère évident car nous sommes des êtres de chair et de sang. La pente fatale est d'introduire dans l'étude de *tous* (ndlr : souligné par nous) les faits une gêne ou un embarras en raison de nos convictions personnelles. Cette caractéristique se doit d'être combattue par un entraînement permanent. Bossuet disait que **« le plus grand dérèglement de l'esprit consiste à voir les choses telles qu'on le veut et non telles qu'elles sont »**. Chez Jacques Bainville, ce dérèglement n'existe tout simplement pas. Une des grandes qualités de cet homme est d'avoir su observer les faits sans se dérober. Il le disait lui-même : **« Il n'y a de vrai que l'analyse des choses (…). En politique, il s'agit de ne pas se tromper, de ne pas regarder les choses à travers des lunettes colorées, selon les doctrines, les préférences et les illusions personnelles »**. En ce domaine, son ouvrage *Les conséquences politiques de la paix* annonçant vingt ans à l'avance la Seconde Guerre mondiale est un modèle du genre.

Principe de causalité

Le deuxième point qui compose la méthode bainvillienne, c'est le principe de causalité. Étudier un fait conduit automatiquement à se poser la question de son origine. Cette caractéristique est largement ignorée car très souvent, l'esprit se révèle paresseux pour remonter le cours du temps. Un événement politique ne surgit jamais *ex nihilo*. En fait, il est le fruit de toute une série d'impacts qui au cours du temps le façonnent et le conduisent à émerger sous tel ou tel angle, entraînant des conséquences positives ou négatives selon les sources auxquelles il se réfère. Comme le précise Bainville : **« D'ordinaire en politique, les effets sont aperçus quand ils commencent à se produire, c'est-à-dire quand il est trop tard »**. Par exemple, les événements de Mai 68 entraînant une inversion des valeurs morales dans la société n'ont pas surgi brutalement passés les douze coups de minuit. En fait, ils sont le résultat d'une dégradation sur plusieurs décennies de l'enseignement parallèlement à la montée en puissance des principes naturalistes et nominalistes de 1789 véhiculés par les différentes Républiques. L'arrivée d'une jeunesse nombreuse après 1945 intoxiquée par les principes révolutionnaires face à l'ancienne génération "bien comme il faut" en apparence, mais sans réelle conviction et véritable élévation sur le fond, a permis cette explosion du printemps 68 dont nous continuons à subir l'effet de souffle nauséabond.

Jacques Bainville
Dessin illustrant la couverture du livre de Christophe Dickès :
Jacques Bainville
L'Europe d'entre deux guerres
(Éd. Godefroy de Bouillon)

Expérience

Le troisième point est l'expérience en politique. Comme l'a dit souvent avec insistance Bainville, **« Il n'y a pas de politique nouvelle. Il y a la politique tout court, fondée sur l'expérience historique, sur la connaissance des hommes et des peuples »**. La connaissance de l'histoire de France est un point incontournable comme l'étude du passé de nombreux pays car **« *les morts gouvernent les vivants* »** comme se plaisait à le dire Auguste Comte. Cependant, cette connaissance ne s'appuie pas uniquement sur la mémorisation des dates et des événements. En fait, il faut impérativement connaître l'état d'esprit qui animait les acteurs politiques durant la période étudiée. Il en résulte une connaissance approfondie des différents thèmes idéologiques et religieux structurant leur mode de pensée (catholique, protestant, maçonnique, etc) et se répercutant ensuite sur leurs activités politiques. Compte tenu qu'on retrouve les mêmes réflexes idéologiques et religieux au cours des âges entraînant les mêmes conséquences, il est possible ensuite de les appliquer à notre époque afin d'aboutir aux conclusions qui s'imposent. Le seul paramètre qui change est celui de l'évolution des techniques. En réalité, les techniques modernes ne font qu'accélérer les ambitions politiques sans en dénaturer le fond. Bainville en conclut que **« ce qui nous oblige à remettre nos pas dans les pas de nos prédécesseurs, ce sont les éternels besoins de la politique. C'est la nature humaine. Qu'on se conforme donc à ses lois, que l'on consulte l'expérience. On n'a jamais trouvé d'autre moyen de réussir dans les affaires, et les hommes de génie eux-mêmes ont reçu leurs meilleures inspirations de l'intelligence profonde et de l'application opportune des précédents qu'ils avaient étudiés »**.

Psychologie humaine

Enfin, le quatrième point découlant du précédent est l'absolue nécessité de connaître la psychologie humaine. Cette dernière ne change pas au cours des âges. Ce qui change en bien ou en mal, c'est l'éducation. Depuis toujours, l'humanité est soumise aux tentations et aux excès. Cependant, il est des époques, plutôt rares, où les sociétés humaines sont relativement maîtresses de leurs passions tandis qu'à d'autres périodes bien plus fréquentes, elles en sont esclaves. Sur le fond, la nature humaine ne change pas car animée des mêmes désirs, des mêmes pulsions surtout quand ils se greffent sur des principes religieux ou idéologiques. On retrouve des permanences dans le passé qui permettent de mieux saisir les soubresauts de notre époque. En fait, comme le rappelle Bainville, **« l'homme, à toutes les époques et dans tous les siècles, se ressemble, il a les mêmes passions, il raisonne et il se comporte de la même manière dans les mêmes cas. C'est le point capital. Hors de là, il n'y a qu'erreur et fantaisie »**.

Nous espérons que ces divers éléments qui ont fait la force de Jacques Bainville rendent service aux personnes ayant le cœur haut placé, curieuses et soucieuses de connaître les vraies raisons qui font l'histoire de l'humanité. Cependant, de son vivant, il n'eut pas d'influence majeure sur la classe politique de son époque. Soixante-dix ans après sa mort, sa méthode ne fait pas beaucoup d'émules. Il est vrai aussi que Bainville en avait pris son parti. Ne disait-il pas : **« Qui lit ? Qui comprend ce qu'il lit ? Et qui croit ce qu'il a compris ? »**

■

**** Auteur de* La décomposition des nations européennes*, aux Editions François-Xavier de Guibert.***

Réflexions de Jacques Bainville

Les révolutions, même les plus profondes, ne changent pas le caractère des peuples ni leurs intérêts dans le monde.

●

C'est la grande vertu des monarchies héréditaires de porter leur renouvellement dans leur propre principe, de suivre le mouvement du temps et, à chaque génération d'hommes, de se régénérer elles-mêmes.

●

Le mot qui livre la cause de tous nos malheurs, c'est le mot : élection. Et l'opposition est logée exactement à la même enseigne que le gouvernement. Comme lui, elle a besoin d'être réélue. Et pour l'être, elle se sert de toutes les armes qui lui tombent sous la main, sans regarder si quelquefois ces armes ne sont pas empoisonnées, si ce n'est pas la patrie qu'elle atteindra avec elles...

●

La civilisation est toujours un capital. Elle est ensuite un capital transmis. Car les connaisances, les idées, les perfectionnements techniques, la moralité se capitalisent comme autre chose. Capitalisation et tradition, – tradition c'est transmission, – voilà deux termes inséparables de l'idée de civilisation. Que l'un ou l'autre vienne à manquer, et la civilisation est compromise. Toute grande destruction, toute sédition de l'individu, toute rupture brutale avec le passé sont également funestes pour la civilisation.

●

Pauvre siècle que le nôtre, s'il s'imagine que l'histoire l'a attendu pour lui poser des problèmes vieux comme les passions humaines et qui remontent à l'origine des peuples.

●

Le désarroi de l'esprit public n'est que le reflet de l'incertitude qui règne au gouvernement.

●

On ne doit jamais désespérer. L'histoire nous montre une suite de décadences et de renaissances. Ce qu'elle n'avait peut-être pas encore montré, c'est un monde aussi sûr de lui-même, aussi fier de ses progrés et brisant en aussi peu de temps une machine aussi compliquée qui a peut-être échappé aux mains de ceux qui se flattent de la conduire.

L'homme de lettres

« Qu'est-ce que Jacques Bainville aimait le plus ? – Le vrai. – Après le vrai ? – La langue française ? – Et qu'est-ce que Bainville mettait au-dessous de rien ? – Le faux. – Et immédiatement au niveau du rien ? – La démocratie »

Hors de la civilisation, point de littérature ; sans une bonne civilisation, pas de bonne littérature.

Ce petit dialogue imaginé par Charles Maurras dans sa Préface au recueil posthume intitulé *Lectures* justifie l'objet de notre étude. À côté de l'historien, à côté de l'économiste, à côté du spécialiste de la politique étrangère appliquant à l'actualité une analyse si finement et si puissamment éclairée par l'Histoire qu'elle en paraît souvent prophétique, l'homme de lettres n'est pas une facette secondaire du talent de Bainville.

La langue française

Le parfait écrivain qu'il fut aimait sa langue d'un amour lucide, savant et passionné. Maurras écrivait qu'un jour tous les écoliers de France apprendraient par cœur l'éloge du français par les subtils perroquets Jaco et Lori dans le roman qui porte leur nom. Ils avaient entendu dans la forêt les idiomes des Indiens et, au port, plusieurs langues d'Europe, les unes trop rudes, les autres trop proches de la musique. Ils perçoivent enfin des sons qui coulent naturellement de lèvres qu'ils ne déforment pas : **« Bref, ce langage était aussi différent des autres que peut l'être des grognements des animaux la voix des oiseaux parleurs. Nous ne tardâmes pas à savoir que c'était celui des Français… »**

Mais Bainville n'a rien d'un puriste qui aimerait en esthète le langage pour lui-même. Le français est un instrument magnifique mais **« …la vie des mots n'est pas indépendante de la vie des idées »** (*L'idée de la civilisation*)

Lecteur et critique

Dans *Le critique mort jeune*, titre évocateur, des amis rassemblèrent en 1925 les articles de critique littéraire que Bainville écrivit pour la revue *Minerva* à l'âge de vingt-trois ans. On lit dans la Préface : **« Depuis longtemps j'ai cessé d'être critique littéraire. Je ne crois pas que ce fût ma vocation »**. Que ce ne fût pas sa vocation, nous l'accordons, mais nous nous permettons de corriger la modestie de l'expression en disant "sa vocation principale", et nous constatons que la critique ne cessa, sous différentes formes, de le rattraper à travers toute sa carrière de journaliste et d'écrivain.

Qui tient la rubrique *Les livres* dans la *Revue mensuelle d'Action Française* ? Jacques Bainville. Quel est le lecteur infatigable qui rend compte des publications en alternance avec Henri Massis pour la *Revue Universelle* à partir de 1929 ? Encore Bainville. Livres récents, livres anciens, romans, poésie, essais, histoire et philosophie, rien n'échappe à la sûreté de son jugement, et pour le remplacer, lorsque la mort lui arracha la plume des mains, il ne fallut pas moins que Léon Daudet. Et le critique littéraire paraît souvent dans les chroniques de *Candide*.

par Gérard BAUDIN

Au seuil du siècle est encore un recueil d'études littéraires rassemblées par des amis. À côté d'une démolition de Zola on trouve des pages de très haute tenue sur Verlaine et Bourget. *Une saison chez Thespis* rassemble les articles de critique dramatique parues dans *L'Action Française* entre 1912 et 1914. Bainville se mit à cette tâche sans enthousiasme, puis, comme il dit, **« prit goût au métier »**. Il était capable de s'adapter à tout. Il aurait pu assurer à lui seul la publication d'un journal, de l'éditorial aux mots croisés !

Jacques Bainville fut élu à l'Académie française en 1935

Le deuxième volume du *Jardin des Lettres* est consacré à la langue et à l'art d'écrire ; Boileau y paraît au premier rang. Le premier volume accorde la place d'honneur à Voltaire, à l'auteur de *Candide*, de *L'Homme aux quarante écus* : **« … on a cru longtemps qu'il fallait classer l'*Homme aux quarante écus* dans la littérature prérévolutionnaire, celle qui combattait les abus de l'ancien régime. Quand on y regarde de plus près, on s'aperçoit que nulle part l'esprit conservateur de Voltaire ne s'exprime mieux que dans ce récit dialogué où l'on croirait lire quelquefois un article d'Henri Rochefort. »**

Voltaire est un immense écrivain gâté par d'immenses défauts ; Bainville s'est approprié beaucoup de qualités de Voltaire sans que les défauts l'aient atteint.

L'écrivain

On pense aux contes délicieux ou subtils du recueil *La Tasse de Saxe* où *Polioute* représente un sommet de l'art, à *Jaco et Lori*, chef-d'œuvre du roman voltairien dénué de voltairianisme. Mais combien d'autres travaux de Bainville se présentent sous la forme de fables : **« Le fisc et le contribuable chantent éternellement le duo de Vincent et de Mireille. "Si tu veux me prendre, dit Magali, je me ferai anguille et je me cacherai sous les rochers dans la mer. – Alors, répond l'amoureux, je serai le pêcheur avec son filet. – Si tu es le pêcheur avec son filet, je serai l'oiseau qui s'envole. – Si tu es l'oiseau qui s'envole, je serai le chasseur avec son fusil. – D'oiseau je deviendrai l'herbe qui se cache dans les prés. – Eh bien ! Je deviendrai l'eau qui l'arrosera. – L'eau ne court pas après le nuage qui s'envole là-bas, bien loin. – Le vent va plus vite que le nuage et te saisira"… »**

La course aux métamorphoses peut continuer longtemps. Dans la chanson, c'est l'amoureux qui finit par être vainqueur. Magali ira chercher refuge dans la mort. **« Bien, riposte Vincent ; moi, je serai la terre et je t'aurai. »**

La démocratie au niveau du rien

Pourquoi Bainville raconte-t-il à ses lecteurs cette charmante histoire empruntée à Mistral ? Il en fait un apologue fiscal ! **« Le fisc sera moins heureux que Vincent. Lorsque le contribuable sera entré sous terre, le fisc sera quinaud. Où il n'y a rien, dit un vieux proverbe, le roi perd ses droits. Quand il n'y aura plus que des pauvres, le percepteur se tournera les pouces et les Français préféreront se donner les apparences de la pauvreté plutôt que de travailler pour l'Etat… »** Certains de nos contemporains ne préfèrent-ils pas le chômage au travail écrasé d'impôts divers ? Cette petite fable parue dans *Candide* en 1925 et reprise dans le recueil posthume *Doit-on le dire ?* n'est qu'un exemple entre mille de cette tournure d'esprit qui poussait Bainville à s'exprimer à travers la fiction. Le conte était sa forme naturelle d'expression. N'a-t-il pas écrit dans *Le Jardin des Lettres* : **« L'homme qui est doué d'un grand talent littéraire finit par recourir à la fantaisie et à la fable comme au moyen le plus rapide et peut-être le plus complet de traduire sa pensée »** (T. I) ?

Nous avons voulu mettre en lumière quelques aspects trop négligés du génie de Jacques Bainville. C'est un homme de Lettres, c'est un fin lettré. L'étude *L'idée de la civilisation* qu'il publia dans la *Revue Universelle* nous révèle une des sources de sa pensée : hors de la civilisation, point de littérature ; sans une bonne civilisation, pas de bonne littérature ; la démocratie abîme la bonne civilisation, puis la fait retourner à la barbarie. Charles Maurras a dit de son côté : **« Notre nationalisme commença par être esthétique… »** Si, comme disait Clemenceau, la Révolution est un bloc, la Civilisation représente un tout dont la Politique est la clef de voûte.

■

OUVRAGES DE JACQUES BAINVILLE

Les éditions Godefroy de Bouillon ont réédité ces dernières années plusieurs ouvrages du grand historien :

– Histoire de France
– Napoléon
– Les dictateurs
– Petite histoire de France
– Bismarck
– Les conséquences politiques de la paix

ainsi que l'ouvrage de **Christophe Dickès** :
– Jacques Bainville. L'Europe entre deux guerres (1919-1936)

En vente à nos bureaux, 10 rue Croix-des-Petits-Champs, 75001 Paris
Tél : 01 40 39 92 06

UNE JOURNÉE BAINVILLE

par Yves LENORMAND

À l'occasion du 70e anniversaire de sa mort, une journée consacrée à Jacques Bainville a été organisée dans les locaux de Chrétienté-Solidarité par Richard Haddad. Cela nous a permis d'écouter quatre orateurs de grande classe.

Le premier intervenant fut ***Christophe Dickès*** *qui a consacré son mémoire de maîtrise et sa thèse d'histoire au grand historien. Il a rappelé que ce fut son séjour en Allemagne en 1900 qui rendit Bainville royaliste. Dès qu'il vit la guerre arriver, il comprit qu'elle serait longue. À quarante ans, en 1919, il était au zénith de sa renommée. Il prédit l'arrivée d'un socialisme national en Allemagne et publia l'année suivante son chef-d'œuvre :* Les conséquences politiques de la paix*, dans lequel il annonçait tout ce qui allait se passer jusqu'en 1939.*

Pierre Hillard *a traité ensuite de Bainville comme modèle pour comprendre l'avenir. Il a détaillé sa méthode à base d'observations des faits sans faire intervenir les sentiments. Il s'appuyait aussi sur l'expérience politique, recherchait les causes en tenant compte de la psychologie.*

Pierre Pujo *a fait ensuite justice d'un Bainville qui serait resté en marge de l'Action française alors que, depuis le début du siècle jusqu'à sa mort, il fut le compagnon fidèle de Maurras, de Daudet et de Maurice Pujo à qui il reprochait seulement de préférer les vins français aux vins italiens !*

Michel Hubault*, conseiller régional F.N., a essayé de répondre à cette question : Quelle politique étrangère pour la France ? Un exercice périlleux. Autant il a été excellent dans la comparaison qu'il a dressée entre l'Europe d'aujourd'hui et celle de 1936, autant la solution qu'il a proposé : créer une alliance occidentale entre l'Europe, la Russie et l'Amérique du Nord, face à l'islamisme a suscité des réactions.*

Si l'on admet qu'une alliance puisse exister contre le terrorisme islamiste, on ne peut réduire l'islam à l'islamisme. L'islamisme lui-même n'est pas un tout monolithique comme on le constate en Irak actuellement où les extrêmistes sunnites s'opposent aux extrêmistes chiites. Ben Laden lui-même préfère sans doute les Américains aux hérétiques que sont pour lui les ayatollahs. Ne simplifions donc pas trop les choses.

■

L'ACTION FRANÇAISE 2000 **TARIF DES ABONNEMENTS**
(paraît les 1er et 3e jeudis de chaque mois)

1. Premier abonnement France (un an)	**76 €**	**5.** Abonnement de soutien (un an)	**150 €**
2. Premier abonnement Étranger (un an)	**85 €**	**6.** Étudiants, ecclésiastiques, chômeurs (un an)	**45 €**
3. Abonnement ordinaire (un an)	**125 €**	**7.** Outre-mer (un an)	**135 €**
4. Abonnement de six mois	**70 €**	**8.** Étranger (un an)	**150 €**

BULLETIN D'ABONNEMENT

Nom . . . . . Prénom . . . . .
Adresse . . . . .
. . . . . Tél. . . . . .
Ville . . . . . Code postal . . . . .

Entourez le numéro correspondant à votre abonnement
Bulletin à retourner à *L'Action Française 2000*
10, rue Croix-des-Petits-Champs, 75001 Paris – C.C.P. Paris 1 248 85 A

Guides pour un Carême

par Anne BERNET

S'il est de bon ton, dans les médias, de signaler respectueusement l'ouverture du ramadan, celle du Carême est en général passée sous silence, quand elle n'est pas prétexte à une surabondance de plaisanteries douteuses et d'insultes à l'encontre du christianisme. Ce n'est pas la moindre contradiction du laïcisme ambiant et militant. Si vous avez, cette année, décidé que ces quarante et quelques jours nous séparant de Pâques ne seront ni vains ni stériles, pour vous et pour les autres, il est des livres aptes à vous aider au quotidien en portant votre prière et vos méditations.

Calendrier perpétuel

Trois cent soixante cinq méditations bibliques propose, pour chaque jour de l'année, une photographie de Fabian Da Costa, icône, statue ou paysage, en lien avec les saisons ou les fêtes religieuses, accompagnée d'une citation des Écritures. Chacun, selon son tempérament, se laissera inspirer par l'image qui chante la beauté de la Création, ou directement par la parole du Créateur. Conçu sur le principe du calendrier perpétuel, le livre peut s'entamer à la date de votre choix, et se reprendre d'année en année.

Douceur et exigence

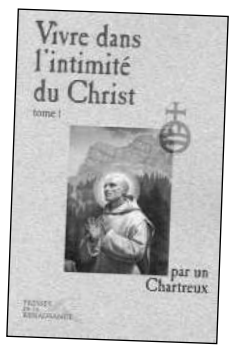
Trois cent soixante cinq jours d'espérance constituait, à l'origine, le journal de captivité de l'archevêque coadjuteur de Saigon, Mgr François-Xavier Nguyen Van Thuan, emprisonné en 1975 par

les communistes et qui passa les treize années suivantes dans leurs geôles, avant d'être finalement libéré, le jeune prélat se révélant moins dangereux en liberté que dans sa cellule, où il convertissait ses gardiens. Dans cette solitude terrible, en proie aux mauvais traitements, Mgr Van Thuan, qui avait de qui tenir, car il comptait dans son ascendance maternelle plusieurs martyrs brûlés vifs dans leur église pour avoir refusé d'abjurer, parvint, jour après jour, avec des moyens de fortune, à rédiger des méditations quotidiennes, nourries de l'Évangile, de l'exemple des saints, et de son expérience personnelle.

À son installation en Occident, et découvrant que ces textes écrits dans les fers, et remis difficilement à des proches, connaissaient une étonnante publicité, l'archevêque les reprit afin de les peaufiner et de donner ainsi aux croyants un véritable instrument de prière et de méditations. Avec une remarquable économie de moyens, des mots simples et doux, le cardinal Van Thuan invite son lecteur à s'élever. Cela n'a l'air de rien, et pourtant, ce petit livre, dans son mélange de douceur et d'exigence, vise à rien moins qu'à faire des saints.

L'enseignement des Chartreux

Même but avec *Vivre dans l'intimité du Christ*, dans la collection Sagesse des Chartreux, ouvrages tirés des enseignements des maîtres des novices de cet ordre contemplatif exigeant. L'on se trom-



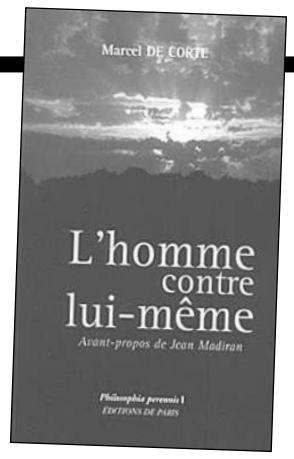
perait en pensant que l'école de ces moines destinés aux plus grands renoncements ne saurait intéresser des laïcs vivant dans le monde contemporain.

Ces méditations, dont le premier volume couvre la période liturgique allant de l'Avent à la Semaine de la Passion, parle de Jésus, de Sa Mère, de saint Jean-Baptiste, à travers l'Évangile, et de ce que leur exemple peut nous offrir, à nous, aujourd'hui. Il n'écarte pas les difficultés, et même, il les soulève, car il croit ses disciples intelligents. Il y a là des pages bouleversantes sur l'attitude du Christ face à la destinée humaine, à la souffrance et à la mort. D'un niveau certes plus élevé, ce livre reste cependant accessible au plus grand nombre. Le second tome, qui courra des Rameaux à la Pentecôte devrait sortir prochainement. ■

**** Danielle Noël et Fabian Da Costa :* 365 méditations bibliques, *Presses de la Renaissance, 768 p., 28 euros (183,67 F).***
**** Mgr François-Xavier Nguyên Van Thuan :* 365 jours d'espérance*, Le Sarment, 950 p., 29,50 euros (193,51 F).***
**** Un chartreux :* Vivre dans l'intimité du Christ*, tome I, Presses de la Renaissance, 210 p., 15 euros (98 F).***

Retrouver l'homme concret

par Michel FROMENTOUX



Lire un ouvrage de Marcel De Corte (1905-1994) est l'un des rares bonheurs qui raniment notre espérance en ces temps de débâcle intellectuelle, morale et politique. À force de ramener les esprits vers les permanences de l'ordre naturel, le philosophe belge dont nous marquions récemment (1) le centenaire de la naissance, parvient à nous convaincre envers et contre tout que le monde artificiel dont la carcasse démocratique n'est qu'un décor de théâtre, dont les fureurs technocratiques et totalitaires sont un aveu d'impuissance et dont nous refusons de nous accoutumer, n'aura de toutes façons jamais le dernier mot.

C'est pourquoi nous ne saurions trop louer les Éditions de Paris et plus particulièrement Jean-Claude Absil, directeur de la collection Philosophia perennis, d'avoir réédité l'un des maîtres livres de Marcel De Corte datant de 1964, *L'homme contre lui-même*, que Jean Madiran, dans un avant-propos inédit, présente comme **« le livre des secrets de santé mentale à l'usage des générations intermédiaires entre une civilisation qui achève de mourir et ce qui viendra ensuite ».**

Quelle liberté ?

Il faudra bien qu'un jour l'homme arrête cette guerre qu'il s'est déclarée à lui-même quand au XVIIIe siècle il s'est amputé de sa relation à la nature pour y substituer un appareil de prothèse sous le poids duquel « **l'homme se déshumanise et la nature se dénature** ». Marcel De Corte montre que, de la transformation des rapports de l'homme avec son milieu naturel (sa famille, sa religion, sa cité, sa profession, sa patrie) découle la transformation des rapports de l'homme avec ses semblables (l'abstraction juxtapose les hommes artificiellement, sans les lier) qui engendre à son tour la transformation de la relation de l'homme à Dieu : quand l'homme est défiguré et dilué, comment reconnaître et aimer le Christ ?

Ainsi est-on arrivé – chose unique dans l'Histoire – à **« l'idolâtrie du collectif »**. De ce malheur il serait vain d'incriminer la seule technique. C'est l'éclatement des cadres traditionnels de l'existence, **« avec**, dit l'auteur, **son résultat ; l'anémie de l'être humain amputé de ses rapports vitaux, qui a déterminé l'avènement de la technocratie** [...] **Si l'homme se mécanise c'est parce qu'il s'est d'abord dévitalisé. »**

Les conséquences de cette volonté démoniaque de l'homme d'être autre chose que ce que Dieu veut faire de lui sont évidemment mortelles dans tous les domaines. Par exemple, Marcel De Corte peut diagnostiquer une « **pathologie de la liberté »,** qui vient de ce que nos contemporains **« se veulent des hommes nouveaux dans un monde nouveau, parce qu'ils se sont librement dégagés de cette double relation de soi à soi et de soi-même au monde qui constitue la structure et le mystère essentiels de l'homme** ». Or, **« l'esprit possède le terrible pouvoir de s'incarner dans la totalité concrète de l'homme pour l'illuminer de sa flamme ou de s'en désincarner pour s'infléchir sur soi-même en un tout autonome** [...] **L'homme est toujours susceptible d'être soi ou de n'être pas soi en fonction de sa liberté ».**

Telle est l'énigme de cette "liberté" dont les hommes d'aujourd'hui, fort mal dans leur peau, croient jouir quand ils se fondent dans la masse : **« La masse n'est pas un être : elle est un devenir pur et simple, un passage de l'existence humaine au néant d'existence humaine** [...] **un phénomène pathologique secondaire consécutif à l'infection primaire de la liberté, qui l'aggrave et qui la supplante. »**

Notre époque est aussi celle d'une *crise du bon sens*, privé des appuis d'une expérience vécue. Ce qui entraîne alors une *crise des élites* : les hommes d'aujourd'hui ne connaissent plus un type d'homme complet que chacun pourrait imiter avec ses moyens et qui engendrerait ainsi, comme autrefois le chevalier ou l'honnête homme, une cohérence dans l'individu et dans la société. Le drame est que, **« ne convergeant plus vers un type, les élites actuelles n'ont plus d'autres ressources que de recourir à des techniques artificielles d'élévation sociale ».** C'est alors le règne de l'argent et du diplôme...

Les pages où Marcel De Corte analyse la crise de l'enseignement moderne seraient à mettre sous les yeux de nos ministres de l'Éducation. Ils comprendraient peut-être pourquoi, à cause de leurs systèmes désincarnés, arrachant les intelligences aux réalités, **« la culture était jadis ce qui reste quand on a tout oublié, elle est maintenant ce qui manque lorsque l'on a tout appris »**...

Le mal est politique

Le cadre d'un article ne peut embrasser la richesse des réflexions de Marcel De Corte analysant le *déclin du bonheur* (dont l'homme a perdu le sens en s'écartant d'une morale ayant sa source dans la vie et en lui substituant une mythologie du changement perpétuel), ou dénonçant le *mythe du progrès* (aujourd'hui déconnecté de l'homme en chair et en os, donc vide de sens, réglé par un **« cortège de spectres »** dont les puissances politico-technocratiques dirigent la danse mécanique).

La lumineuse étude de *l'accélération de l'histoire* qui clôt l'ouvrage est de nature à remettre les plus entêtés les pieds sur terre : après avoir survolé l'histoire, notamment celles des corporations de jadis, conçues et vécues comme soumission au destin, auréolées de valeurs religieuses, mais ayant malheureusement dégénéré en monopoles collectifs avant de disparaître sous le joug d'un libéralisme ignorant les finalités naturelles de l'économie, Marcel De Corte dénonce cette Histoire "majusculaire", ce vertige emportant l'humanité vers tel "point Omega" avec toujours plus de démocratie..., ce mythe entraînant dans l'abîme **« les seules histoires qui soient réellement, celle de l'homme en chair et en os, celle de son âme, celle de son corps et de ses corps de surcroît liés à son être : sa famille, son métier**, **sa profession, son cadre de travail, son environnement natal ».**

À plusieurs reprises, Marcel De Corte revient sur l'idée que la première cause des maux du monde moderne est *politique*. Il est urgent de renouer avec une politique respectueuse des vrais enracinements de la vie sociale, donc capable d'arbitrage en vue du bien commun, donc soustraite aux pressions que la démocratie entretient sans cesse. « **Une bonne politique**, dit-il, **peut protéger presque indéfiniment contre l'usure du temps et contre les orages de l'existence cet ensemble de précieux impondérables que nous appelons civilisation** ».

Contre la démocratie des grands nombres

Or cette mission vraiment *royale* de tri entre les changements, de maintien de l'unité organique, d'articulation entre la tradition et les nouveautés, est rendue impossible par **« la démocratie des grands nombres et des vastes espaces »** qui engendre **« une blessure incurable dans l'âme humaine** [parce qu'elle] **attribue au citoyen une compétence qui dépasse constamment les bornes de son savoir effectif et qui n'est soutenue par aucune relation vivante avec la réalité** [...] **Elle brise les liens réels qui unissent l'homme à la nature, à ses semblables, à Dieu, et le divise lui-même en le transformant en un être hybride où se juxtaposent un ange irréel et un animal réel. »**

Tels sont les "secrets" que bien des foyers observant encore la loi naturelle et les obligations surnaturelles peuvent entendre et transmettre. Marcel De Corte, et nous avec lui, sommes sûrs qu'il n'est pas temps de désespérer. ■

**** Éditions de Paris, 310 pages, 24 euros.***
(1)* A.F. 2000*, du 2 juin 2005.

CINÉMA

LES FILMS DE MARS

● ***RENAISSANCE. – Une "curiosité", ce dessin animé français en trois dimensions, en fait des personnages réels redessinés en noir et blanc façon très B.D. actuelle, de*** *Christian Volckman.* ***L'histoire se passe à Paris, dans un futur proche, comme on dit. Là, un policier et son équipe sont chargés de retrouver une brillante scientifique qui a mis au point un élixir de jeunesse éternelle. Une découverte très convoitée qui lui a valu d'être kidnappée, mais par qui ? C'est ce que va essayer de découvrir le policier solitaire qui se retrouve bientôt plongé au cœur d'un terrible complot qui le conduira dans un monde interlope de mafieux russes patibulaires ayant des accointances avec le P.D.G. d'un consortium pharmaceutique pas très clair...***

Une fois passées les premières minutes d'adaptation à cette technique de dessin animé singulier, on se laisse prendre à cette histoire de science-fiction complexe et envoûtante aux rebondissements multiples. Une sorte de **Metropolis** ***à ne pas manquer !***

● ***LA PEUR AU VENTRE – Sur un thème du film*** **Le million** ***(1931) de*** *René Clair* ***(un gagnant du gros lot à la loterie courait après son billet qui passait de main en main),*** **La peur au ventre***, de* *Wayne Kramer,* ***est l'histoire d'un policier,*** *Paul Walker,* ***marié et père de famille, infiltré dans un gang de trafiquants de drogue qui doit retrouver un revolver compromettant qui passe de main en main (celles du fils de son voisin russe fan de*** *John Wayne* ***dans le film*** **Les Cow-Boys***, mais violent et acoquiné avec des gangsters, d'un maquereau, d'une prostituée, d'un cuistot latino...), sous peine d'être démasqué. Tout ça en une nuit. C'est dire s'il a du pain sur la planche... Un polar bien fichu mais d'une violence extrême, aussi bien en images qu'en dialogues (grossiers et réduits au minimum), dont on ressort complètement cassé.*

● ***LES AUTRES SORTIES.***

– Une nouvelle version de la célèbre **PANTHÈRE ROSE***, avec cette fois* *Steve Martin* ***en catastrophique inspecteur Clouseau à la place du regretté*** *Peter Sellers,* ***et*** *Jean Reno* ***dans le rôle de son adjoint, sans oublier la chanteuse*** *Beyoncé* ***du groupe*** *Destny Child's* ***en vamp de service, qui se lancent tous à la recherche du célèbre diamant.***

– Un remake plutôt lourdingue et qui n'était pas utile, signé *Shawn Levy :* **THE WOODSMAN***, de* *Nicole Kassel,* ***histoire tout en retenue (et d'actualité) d'un pédophile,*** *Kevin Bacon,* ***qui tente de se réinsérer dans la société après douze ans de prison et maîtriser ses "pulsions" ;***

– **DESTINATION FINALE 3***, thriller horrifique et bien saignant de* *James Wong* ***dans lequel une nouvelle bande d'ados ayant échappé à l'accident mortel sur un grand 8 de fête foraine, se retrouve poursuivi par la Grande Faucheuse qui veut récupérer son dû...***

Alain WAELKENS

THÉÂTRE

Au café-théâtre

■ ***Tout contre les grilles du Luxembourg il est un petit café sympathique, dit "café-philo" où l'on discute à perte de soirée... mais au sous-sol une cave devient cabaret ! Là pas de discussions existentielles mais un théâtre humoristique parfois cruel. Ce n'est plus*** **Jeanne la Mince** ***telle que Paul Guth la peignait mais, sur des textes de*** *Chris Pages* ***et*** *Colette Stern* ***interprétés par cette dernière, les mésaventures de Coco, petite provinciale venue à l'assaut de Paris ; ses heurs et malheurs et, avec ceux-ci et ceux-là, elle prétend bien nous surprendre, nous faire rire.***

En robe blanche et argent, style Mary Quant des seventies, turban idem et châle crocheté – hypermode – elle roucoule, se trémousse, joue de sa voix haut perchée de petite fille, se moque d'elle-même et de tous : les copines, les hommes, la télé, les journaux, les impressarii.... dans un lange beauf restitué. Bardot attardée ou Lolita ravageuse, elle lance à la volée des "bisous, bisous" archiploucs. (J'en demande pardon aux grands-mères qui utilisent ce terme... mais, il y a manière).

Entre deux mésaventures de Coco, une belle jeune femme blonde, du nom de *Delphine,* ***entrouvre le rideau. Gageons que bientôt, si quelque producteur a l'ouïe fine, elle sera elle aussi, "en haut de l'affiche".***

Elle bouge agréablement, chante ses propres textes d'un joli timbre et sais alterner sourire et émotion. Faute de moyens, sans doute, elle a enregistré ses musiques et se fait accompagner d'un C.D. Lorsqu'un producteur lui prêtera sa scène, espérons qu'il lui offrira aussi pianiste et guitariste... Ce sera une aubaine et elle pourra montrer ce qu'elle sait faire, Avec fraîcheur et enthousiasme. À suivre.

On n'oublie pas non plus quelques poèmes, dits avec flamme par *Gérard Duval* ***en intermède ; entre autre*** **La Pêche à la baleine** ***de Jacques Prévert. Baleines pour baleines, j'aurais préféré celles de*** *Paul Fort.*

Monique BEAUMONT

* Nouveau Théâtre de Colette. Renseignements : 01 43 25 21 81. Delphine : 06 18 15 83 88.

D.V.D.

La demoiselle d'Avignon

■ **Lors de sa première diffusion en 1974, Jean Dutourd écrivit de *La Demoiselle d'Avignon* que c'était un chef-d'œuvre de télévision populaire. Pourtant, pas de violence, pas de sexe, pas de vulgarité dans cette histoire ressemblant à un conte de fées : un diplomate, français, tombe amoureux d'une jeune fille en ignorant qu'elle est une princesse venue d'un royaume nordique. Il demande à devenir ambassadeur de France du pays de sa bien-aimée tandis que celle-ci se retrouve gouvernante de deux gamins insupportables à Paris. Chassés-croisés, quiproquos, rires et sourires ponctuent les six heures de cette charmante comédie.** Marthe Keller **est une délicieuse princesse Koba et** Louis Velle**, dont l'épouse** Frédérique Hébrard **a écrit scénario et dialogue, est parfait dans le rôle de ce diplomate amoureux transi.**

Le succès indéniable de ce feuilleton (99,04 % de téléspectateurs satisfaits selon un sondage de l'époque), prouve que les Français ont conservé un penchant certain pour la monarchie.

Renaud DOURGES

Références :
– La demoiselle d'Avignon. *2 D.V.D. Durée totale : 6 heures. Distribution Koba Films Vidéo.*

Concours littéraire "Arts et lettres de France"

L'association culturelle internationale "Arts et Lettres de France", organise son grand concours international littéraire annuel. Il est ouvert jusqu'au 30 octobre 2006, date de clôture de rigueur. Il comporte les rubriques suivantes : poésie, contes, nouvelles, romans, pièce de théâtre, essais, biographies et ouvrages historiques. Une section jeunes est également ouverte pour les moins de 18 ans.

Les candidats peuvent obtenir le règlement général de participation, contre une enveloppe timbrée, portant leur nom et adresse, à :

ARTS ET LETTRES DE FRANCE
Secrétariat au Concours
61 rue Kléber
33800 BORDEAUX

JOURNÉE DE LECTURE

Les mémoires du commandant Guillaume

par Pierre LAFARGE

Il faisait particulièrement froid, ce matin de décembre 2002. La chapelle du Val de Grâce, rue Saint-Jacques, était trop petite pour contenir la foule venue adresser un dernier adieu à Pierre Guillaume. Pour notre jeune génération, il était le Crabe Tambour, immortalisé par le roman et le film de Pierre Schoendoerffer. Il était aussi une voix familière sur les ondes de *Radio Courtoisie*.

Né en 1925, sur les bords de la Rance dans une malouinière de Saint-Servan, fils de général, Pierre Guillaume devait s'illustrer dans le delta du Tonkin et dans les djebels algériens.

Sorti de l'École navale en 1948, le jeune enseigne de vaisseau Guillaume se retrouve dès l'année suivante chef de section amphibie en Indochine. Il est fait chevalier de la Légion d'honneur à vingt-cinq ans et participe au sauvetage de 25 000 catholiques tonkinois désireux de fuir l'avancée communiste à l'automne 1954, autour de Phat Diem. En 1956 il tente de rallier la France sur une jonque chinoise mais l'aventure s'achèvera sur la côte somalienne.

Algérie française

En mars 1957, son frère, chef d'un commando de parachutistes coloniaux, est tué en Algérie, il obtient de le remplacer. En 1960 il est fait officier de la Légion d'Honneur. Au printemps suivant, le lieutenant de vaisseau Guillaume est un des rares marins à basculer dans le putsch d'Alger. Il écope de quatre ans de prison avec sursis et il est peu après rayé des cadres. Désireux de continuer la lutte pour l'Algérie française, il rejoint l'O.A.S. Il est arrêté le 24 mars 1962 en Algérie et condamné à huit ans de réclusion criminelle. Libéré en avril 1966, il commence alors une carrière d'armateur en Afrique.

Fruit de longs entretiens avec Elisabeth Escalle, ces mémoires auraient peut-être mérité un plus grand travail d'écriture, mais ils constituent néanmoins un témoignage irremplaçable car sans concessions sur un certain nombre de faits historiques. Le commandant Guillaume, modèle d'officier, restera comme le symbole d'une génération prête à sacrifier vie et honneurs pour le seul bien de leur patrie.

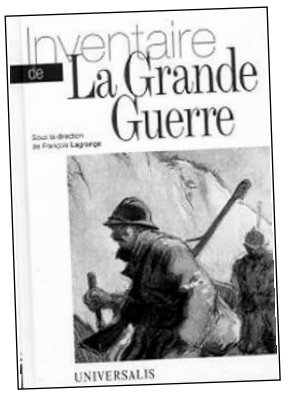
■

**** Pierre Guillaume :*** **Mon âme à Dieu. Mon corps à la patrie. Mon Honneur à moi*** ***, Éd. Plon et XO, 400 p., 19,90 euros.***

Inventaire de la Grande Guerre

sous la direction de François Lagrange

■ Tenter un inventaire de ce conflit majeur qui ouvrit le XXe siècle peut sembler une gageure, compte tenu des milliers de livres, d'articles, d'études déjà publiés sur la question. Pourtant le pari peut sembler réussi pour cet ouvrage encyclopédique qui, en une centaine d'articles, fait le tour de la question sous ses aspects historiques, politiques, militaires, sociologiques et artistiques. De plus, d'importants cahiers iconographiques thématiques en couleur font de cette somme un assez beau livre.



Bien sûr, tout est survolé d'assez haut, et si la vue d'ensemble est intéressante, elle ne permet pas de souligner certains aspects importants. Il n'y a, par exemple, aucune mention de la participation de l'Action française à l'Union sacrée, ou des campagnes de Léon Daudet contre les trahisons.

En revanche il y a nombre d'approches pertinentes mais concises sur la philosophie et la guerre, sur les croyances et la religion, sur l'avant et sur l'arrière des champs de bataille. C'est parfois assez anecdotique et éclectique, en touchant aux déplacements de populations ou à l'artisanat de tranchée. L'article sur la littérature et la guerre est particulièrement remarquable et rappelle comment les écrivains du XXe siècle, Drieu la Rochelle, Gilles, Giono, Apollinaire, et tant d'autres ont été marqués par ces événements. Cette encyclopédie sera, sinon indispensable, du moins utile.

Philippe ALEYRAC

**** Universalis, 608 pages, 40 euros.***

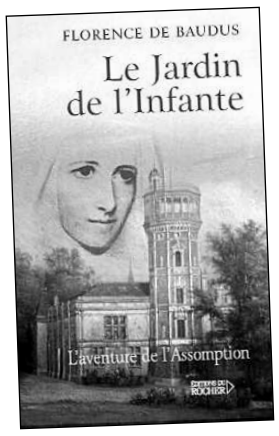
Vocations

par
Anne BERNET

« **Le droit au bonheur** », cette utopie inscrite en toutes lettres dans la constitution des États-Unis d'Amérique, s'avère, dans le monde actuel issu des Lumières, de plus en plus irréaliste. Faut-il, alors, admettre que le vrai bonheur est à chercher Ailleurs ?

Rechristianiser la société

Cette conviction viendra tôt à Anne-Eugénie Milleret de Brou. Née en 1817 dans une famille de banquiers voltairiens fort éloignés du catholicisme, la jeune fille, confrontée aux graves revers financiers de son père, puis à la mort prématurée de sa mère, connaît, à dix-sept ans, un vide intérieur que rien ne paraît à même de combler. Froidement lucide, elle écrit : « **Si je mourais demain, je serais oubliée après-demain ; personne ne viendrait prier sur ma tombe.** » Les consolations humaines, les amitiés, l'amour, cette intellectuelle y demeure insensible.



C'est alors que l'éducation religieuse qui lui fut dispensée par convenance lui apporte un commencement de réponse à ses interrogations. Ayant posé, en s'appuyant sur la raison, le postulat de l'existence de Dieu – un Dieu, au demeurant, plus proche du Grand Horloger que de Celui du catholicisme –, Anne-Eugénie en arrive à la conviction qu'il serait absurde de sa part de ne pas entrer entièrement à Son service. Elle sera religieuse. Elle ignore encore que ce Dieu, qu'elle appréhende sans vraiment Le connaître, a déjà des vues arrêtées sur elle.

Florence de Baudus, auteur d'essais historiques qui tranchent par la singularité de leur ton et leur subjectivité assumée, est une ancienne élève de l'Assomption, l'œuvre d'éducation que Mlle Milleret, devenue la Mère Marie-Eugénie, fonda à Paris en 1839 avec pour objectif de rechristianiser la société grâce aux femmes de l'aristocratie et de la bourgeoisie formées dans ses maisons. Selon sa méthode, *Le jardin de l'Infante* entrecroise habilement souvenirs personnels de sa scolarité et de ses éducatrices, biographie de la Mère Marie-Eugénie et de ses premières collaboratrices, histoire de l'institution de sa fondation à nos jours, avec quelques gros plans sur les élèves illustres, entre autres la princesse Mercedès d'Orléans, fille du duc de Montpensier, reine d'Espagne morte à dix-neuf ans après avoir régné six mois sur le cœur d'Alphonse XII.

Cette promenade nostalgique et documentée dans les annales de l'Assomption, loin d'être réservée aux anciennes de l'institution, éclaire avec finesse un siècle et demi d'éducation des filles.

Paroisse rurale

J'avais, à la Toussaint, signalé la parution, dans une collection destinée aux adolescents, du premier tome d'une biographie de saint Pie X, qui s'achevait avec l'entrée au séminaire de Giuseppe Sarto. Le second volume de l'abbé Guillaume Hünermann, *Beppo jeune prêtre*, vient de paraître. L'on retrouve, dans cette seconde partie, les qualités qui faisaient l'intérêt et le charme du premier : beaucoup de sérieux et d'exactitude historiques, un talent spécial pour mettre ces atouts à la portée des plus jeunes, un indéniable don de conteur, un esprit hautement catholique qui s'attache à la beauté et à la grandeur du sacerdoce, dispensateur des trésors de l'Église, de la messe et de l'eucharistie.

S'il pouvait paraître relativement aisé d'intéresser des enfants de douze ou treize ans aux aventures d'un garçon de leur âge, il est plus délicat de les faire entrer dans le quotidien d'un vicaire italien du XIXe siècle confronté aux réalités d'une paroisse rurale. L'admirable est que l'abbé Hünermann parvient à rendre accessibles non seulement l'extrême charité de l'abbé Sarto mais ses préoccupations sociales, morales ou intellectuelles sans être jamais pédant ni ennuyeux. Une vraie réussite qui incite à attendre la suite avec impatience.

Un modèle à suivre

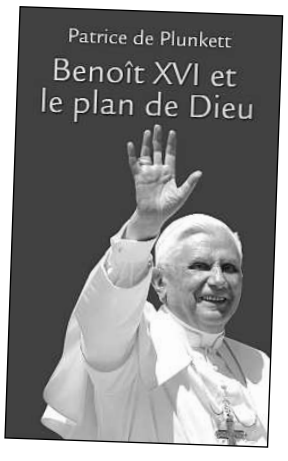
Le 9 octobre dernier, était béatifié le cardinal Clemens August von Galen, que l'on surnomma "le lion de Münster" pour l'héroïsme avec lequel ce prélat tint tête, dès son sacre épiscopal en 1933, à l'idéologie nazie et à son emprise sur la société allemande. Force est d'avouer que l'on ne sait pas grand-chose, en France, de la personnalité et de l'action de Mgr von Galen. Aussi la traduction du bref ouvrage de Gottfried Hasenkamp, qui connut l'évêque de Münster, est-elle la bienvenue, en dépit de ses défauts. En effet, Hasenkamp, quoiqu'il affichât d'emblée son intention de travailler pour la postérité, avait trop tendance à considérer nombre de détails et d'événements comme connus de tous, de sorte que sa notice biographique comporte maintes zones d'ombres, au moins pour le lecteur étranger.

S'il insiste, à raison, sur les origines du futur cardinal, issu de la haute noblesse westphalienne, ce qui lui permettra de revendiquer haut et fort le droit de parler au nom du sang allemand, pour mieux condamner l'idolâtrie nazie de la race germanique, il fait l'impasse sur les débuts de ce jeune prêtre patriote, qui ne cachait pas ses sympathies de droite, au point que l'on crût d'abord que le IIIe Reich trouverait en lui un allié naturel… Erreur absolue. Mgr von Galen était trop profondément chrétien pour supporter le programme nazi, et de trop bonne souche pour tolérer les accommodements prudents avec un régime dont il avait pourtant compris, d'emblée, qu'ennemi né du catholicisme, il n'hésiterait pas à faire des martyrs. Il faut lire ses deux sermons prononcés en 1936 à Xanten, sanctuaire où reposent Saint Victor et ses compagnons officiers tombés dans la persécution de Dioclétien, sa ferme dénonciation des pouvoirs qui prétendent s'opposer à la loi de Dieu et son appel à l'héroïsme des fidèles pour saisir quel contradicteur se dressa en face d'Hitler. Dans le grand silence qui caractérise trop souvent les clercs d'aujourd'hui confrontés aux empiétements croissants du politique, la figure du bienheureux Clemens August s'impose comme un modèle à suivre.

Raisons d'espérer

C'est dans le même contexte que grandit Josef Ratzinger et il se trouva, en avril dernier, des journalistes français pour le lui reprocher. Absurdité parmi tant d'autres que relève Patrice de Plunkett dans son essai *Benoît XVI et le plan de Dieu*. Si le monde, en effet, s'est étonné, scandalisé, de l'élection d'un pape allemand réputé conservateur, voire traditionaliste, si les médias ont fait état d'une prétendue déception des catholiques qui attendaient, selon eux, un pontife d'avant-garde, de préférence issu du Tiers Monde, Plunkett rappelle, lui, que les vues du Très-Haut n'ont rien en commun avec les élucubrations de spécialistes autoproclamés d'une religion qu'ils méconnaissent et caricaturent à l'envie.

C'est un florilège d'absurdités et de contrevérités qui a salué dans la presse l'élection du successeur de



Jean-Paul II. Et si, en dépit de ces aboiements ineptes et hargneux, Benoît XVI était là pour accomplir une tâche précise, à savoir apporter une alternative à un modèle de société qui a montré ses terribles et sinistres limites ? S'il était là pour aider à la renaissance en Europe, en Occident et dans le monde, d'une civilisation catholique digne de ce nom ? Et si c'était cela, précisément, que pressentent tous ceux qui hurlent contre lui, parce qu'ils sont allergiques à cette seule pensée ? Même s'il est vain de prétendre connaître les desseins du Seigneur, le livre de Patrice de Plunkett, solide, argumenté, intelligent, non dénué d'humour, donne à ses lecteurs quelques raisons valables d'espérer.

Moine-pompier

Des signes d'espoir, le père Marie-Angel, moine de la congrégation Saint-Jean, aumônier-adjoint des pompiers de Paris sorti de leurs rangs, en glane au fil des jours et d'expériences souvent dramatiques auxquelles il sait donner un sens. *Du feu de Dieu* est un témoignage d'une double vocation au service du prochain en péril et à celui de Dieu. En entrant dans les ordres, le père Marie-Angel croyait faire le sacrifice définitif de son métier de sapeur. Le Ciel lui a donné l'occasion de le reprendre, sous un autre angle. Les anecdotes rassemblées dans ces pages illustrent les malheurs de notre époque : solitude insupportable, abandon, pauvreté, rejet des plus faibles, souffrances en apparence incompréhensible des innocents, accidents et morts frappant quand on ne les attend pas. À tout ce malheur qui déferle sur lui et autour de lui, qu'il regarde en face et qu'il n'hésite pas à prendre à bras le corps, le moine-pompier oppose l'exemple du Christ, sa foi inébranlable, et la puissance de l'eucharistie. Dans son humilité, sa simplicité, sa délicatesse, sa joie rayonnante même au c?ur des ténèbres, ce petit livre est une grande et admirable leçon de vie chrétienne, en même temps qu'une belle méditation pour le Carême qui débute.

■

**** Florence de Baudus :* Le jardin de l'Infante*, Le Rocher, 310 p., 19,90 euros (130,54 F).***
**** Abbé Guillaume Hünermann :* Beppo jeune prêtre*, Téqui, 175 p.,11 euros (72,16 F).***
**** Gottfried Hasenkamp :* Le Lion de Münster*, Téqui, 80 p., 6,80 euros (44,61 F).***
**** Patrice de Plunkett :* Benoît XVI et le plan de Dieu*, Presses de la Renaissance, 330 p., 19 euros (124,63 F).***
**** Père Marie-Angel :* Du feu de Dieu*, Presses de la Renaissance, 230 p., 17 euros (111, 51 F).***

LUS AUSSI

● **Mgr André-Mutien Léonard et Henry Haas : *L'ÉVÊQUE ET LE FOU***

À quoi tient la désaffection des générations actuelles envers la foi catholique ? Qu'est-ce que le Mal, le péché, la souffrance, la Croix, l'eucharistie, la sainteté ? Sous forme d'un dialogue profond et poétique, le philosophe Henry Haas, « le fou », pose les questions essentielles à l'évêque de Namur. Lequel lui répond en s'appuyant sur l'enseignement catholique et son expérience pastorale, sans craindre de dénoncer les maux de notre époque, ni certaines errances de l'Église qui a trop voulu concéder au monde moderne et qui aurait besoin de renouer avec sa tradition. Un enseignement de haute tenue spirituelle qui mérite d'être lu et réfléchi.
** Le Sarment, 300 p., 17,50 euros (127, 90 F).*

● **Roger Bichelberger : *LES DOUZE APPELS***

Comment aborder le troisième millénaire dans une perspective chrétienne ? À tous ceux qui se posent cette question sans savoir y répondre, Bichelberger offre un programme de vie pour l'engagement des catholiques en faveur d'une nouvelle évangélisation. Programme plein de foi, de force et d'espérance appuyé sur l'exemple de la Très Sainte Vierge dont l'auteur, membre du tiers-ordre marianiste, est un dévot. En réponse au cri de Jean-Paul II le soir de son élection, son fameux « N'ayez pas peur »**, Bichelberger invite à relever le défi sans craindre le regard du monde. À aller au devant de tous ceux qui souffrent, et d'une jeunesse moralement appauvrie et abandonnée. Nourri de souvenirs et d'expériences personnels, ce livre est un guide précieux pour avancer au cœur des ténèbres contemporaines.**
** Presses de la Renaissance, 250 p., 16,62 euros (109 F).*

● **Martine Bazin et les s?ur Augustines de Malestroit : *MONETTE ET LE TABLIER BLEU***

Dès sa prime enfance, dans les années 1900, Yvonne Beauvais entend l'appel de Dieu qui la conduira chez les Augustines de Malestroit. Devenue la Mère Yvonne-Aimée de Jésus, la religieuse bénéficiera de grâces et de charismes tels que l'Église, éblouie et déconcertée, a décidé d'attendre avant toute procédure de béatification. Vers 1930, le Père de La Chevasnerie recueillit d'Yvonne-Aimée de précieux souvenirs d'enfance, qu'il publia en déguisant l'héroïne sous le pseudonyme de Monette. Certains épisodes en sont maintenant repris dans ces jolis albums destinés aux tout-petits qui mettent en relief l'exercice des vertus chrétiennes par la fillette. Une réussite tant par les illustrations que par la qualité du récit et de l'exemple dispensé.
** Téqui, 32 p., 10,50 euros (68,88 F).*

LES GRANDS TEXTES POLITIQUES

Qu'est-ce qu'une nation ?

■ « Une nation est une âme, un principe spirituel. Deux choses qui, à vrai dire, n'en font qu'une, constituent cette âme, ce principe spirituel. L'une est dans le passé, l'autre dans le présent. L'une est la possession en commun d'un riche legs de souvenirs ; l'autre est le consentement actuel, le désir de vivre ensemble, la volonté de continuer à faire valoir l'héritage qu'on a reçu indivis. L'homme, Messieurs, ne s'improvise pas. La nation, comme l'individu, est l'aboutissant d'un long passé d'efforts, de sacrifices et de dévouements. […]

Une nation est donc une grande solidarité, constituée par le sentiment des sacrifices qu'on a faits et de ceux qu'on est disposé à faire encore. Elle suppose un passé ; elle se résume pourtant dans le présent par un fait tangible : le consentement, le désir clairement exprimé de continuer la vie commune. L'existence d'une nation est (pardonnez-moi cette métaphore) un plébiscite de tous les jours, comme l'existence de l'individu est une affirmation perpétuelle de vie. Oh ! je le sais, cela est moins métaphysique que le droit divin, moins brutal que le droit prétendu historique. Dans l'ordre d'idées que je vous soumets, une nation n'a pas plus qu'un roi le droit de dire à une province : "Tu m'appartiens, je te prends". Une province, pour nous, ce sont ses habitants ; si quelqu'un en cette affaire a droit d'être consulté, c'est l'habitant. Une nation n'a jamais un véritable intérêt à s'annexer ou à retenir un pays malgré lui. Le vœu des nations est, en définitive, le seul critérium légitime, celui auquel il faut toujours en revenir.

Nous avons chassé de la politique les abstractions métaphysiques et théologiques. Que reste-t-il, après cela ? Il reste l'homme, ses désirs, ses besoins. La sécession, me direz-vous, et, à la longue, l'émiettement des nations sont la conséquence d'un système qui met ces vieux organismes à la merci de volontés souvent peu éclairées. Il est clair qu'en pareille matière aucun principe ne doit être poussé à l'excès. Les vérités de cet ordre ne sont applicables que dans leur ensemble et d'une façon très générale. Les volontés humaines changent ; mais qu'est-ce qui ne change pas ici-bas ? Les nations ne sont pas quelque chose d'éternel. Elles ont commencé, elles finiront. La confédération européenne, probablement, les remplacera. Mais telle n'est pas la loi du siècle où nous vivons. À l'heure présente, l'existence des nations est bonne, nécessaire même. Leur existence est la garantie de la liberté, qui serait perdue si le monde n'avait qu'une loi et qu'un maître. »

Ernest RENAN,
***Qu'est-ce qu'une nation ?* (1882)**

Le texte de la conférence prononcée à la Sorbonne le 11 mars 1882 par Ernest Renan et intitulée *Qu'est-ce qu'une nation ?* est devenu un classique et la plus incontournable des références pour toute réflexion sur l'idée de nation qui dépasse le verbiage politicien et la superficialité médiatique pour s'élever à la hauteur d'une démarche scientifique. De surcroît, la conférence dans son ensemble ne manque ni de saveur ni d'actualité pour nos intelligences contemporaines. À l'heure où nos politiciens entretiennent et exploitent dans leurs basses œuvres électoralistes la "mauvaise conscience" nationale et tous les ferments de divisions et de rancunes entre les Français, ces lignes de 1882 prennent une dimension prophétique : **« L'essence d'une nation est que tous les individus aient beaucoup de choses en commun, et aussi que tous aient oublié bien des choses. »**. Dans un tout autre domaine, la façon dont Renan analyse le régicide de 1793 est un sujet d'émerveillement devant la richesse inépuisable de ce petit texte : **« Ainsi pu s'accomplir l'opération la plus hardie qui ait été pratiquée dans l'histoire, opération que l'on peut comparer à ce que serait, en physiologie, la tentative de faire vivre en son identité première un corps à qui l'on aurait enlevé le cerveau et le cœur. »** Il est vrai cependant que Renan considère comme une possibilité cette aberration d'une France à l'existence entièrement conditionnée dans l'Histoire par l'action de la dynastie capétienne et survivant malgré tout à l'ablation de son principe organisateur. C'est une idée que Maurras, pour sa part, rejette énergiquement en appelant à la restauration de ce principe. Remarquons quand même que Renan explique la survie de cette France acéphale par la qualité de l'œuvre unificatrice de la monarchie : beau paradoxe mais bel hommage aussi !

Mais venons-en à l'extrait que nous avons choisi et qui contient la célèbre formule du **« plébiscite de tous les jours »**. Il s'agit du passage-clé de la troisième et dernière partie de la conférence. Renan vient de rappeler les diverses mauvaises solutions à la question **« Qu'est-ce qu'une nation ? »** qu'il a rejetées dans ses deux premières parties, à savoir : la race, la langue, la géographie, l'économie, la religion. La plupart de ses analyses sur ces différents points sont si lumineuses que nous pouvons sans crainte dire à leur sujet ce que Maurras disait de La Tour du Pin : « ce n'est pas M. Renan qui est d'Action française, c'est l'Action française qui est de M. Renan ».

Le mouvement de notre extrait débute d'ailleurs sur un nouveau point d'accord : puisque les autres solutions ont été écartées pour leur simplisme ou leur absence de conformité avec la réalité française, il reste pour fonder la nation, l'histoire, le legs du passé, et le vouloir-vivre ensemble qui en est la manifestation dans le présent. Il apparaît que Renan rejette ainsi le contractualisme pur, qui fait de la nation une simple association volontaire, sans racine historique, et tient l'équilibre entre la part du pôle déterministe et du pôle volontariste dans sa définition.

Volontarisme

Malheureusement, une phrase marque un tournant : **« Elle suppose un passé ; elle se résume pourtant dans un fait tangible : le consentement, le désir clairement exprimé de continuer la vie commune ».** Autrement dit, le second des deux pôles, le volontariste, prend le pas sur le premier, le déterministe, au motif qu'il contiendrait et exprimerait à lui seul l'ensemble de la formule. La conséquence de cette rupture de l'équilibre est le fameux **« plébiscite de tous les jours »** et l'adhésion au principe des nationalités. Le plus remarquable est que Renan en perçoit déjà les funestes conséquences : **« La sécession et à la longue l'émiettement des nations sont la conséquence d'un système qui met ces vieux organismes à la merci de volontés souvent peu éclairées »**.

Toute l'œuvre de Maurras peut trouver sa légitimité dans cette dernière phrase dont le maître de l'Action française n'aura de cesse de développer le sens et la portée. Renan confond la volonté et le désir, la volonté et le caprice. Pour Maurras, l'existence et la survie d'une réalité sociale si objectivement bienfaisante que la nation ne saurait être mise en péril par l'opinion, même majoritaire, des individus qui la composent. Le nationalisme comme le patriotisme sont des devoirs auxquels on ne peut se soustraire sans nuire, au nom de la volonté individuelle, à l'intérêt même des individus. Il illustre cette idée à travers cet apologue, emprunté à Maurice Maeterlinck, dans *La Politique naturelle* : **« Le charpentier se garde bien de placer au-dessus de sa tête la poutre qu'il veut équarrir : il la met entre ses pieds, pour que chacun de ses efforts soit multiplié par le poids des mondes et la force réunie du chœur des étoiles. Mais le charpentier peut être ivre, ou fou ; il peut se faire une fausse idée de la gravitation ou n'en avoir aucune idée : s'il place en haut ce qu'il faut mettre en bas, la fatigue et l'épuisement lui viendront avant qu'il ait fait son travail, ou il y aura prodigué un temps excessif et un labeur sans mesure, en courant d'énormes risques de malfaçon. C'est ce qui arrive à l'homme qui néglige le concours bienfaisant des lois qui économiseraient son effort. Il VEUT tout tirer de son fond. Esprit borné, cœur vicié, il nie les vérités acquises pour suivre les chimères qu'il n'a même pas inventées. »**

On le voit, pour Maurras, la volonté des citoyens ne peut ni créer, ni même maintenir à elle seule le lien social. Pas de politique efficace sans reconnaissance des déterminismes historiques, pas d'acte de volonté digne de ce nom sans prise en compte des contraintes liées au passé. D'ailleurs, n'est-ce pas une folie supplémentaire de nier les contraintes quand celles-ci sont utiles, bienfaisantes, sources de fierté légitime et de progrès ?

Stéphane BLANCHONNET

CHRONIQUE

Pour Callias et Lambda

par Jean-Baptiste MORVAN

La grisaille céleste et le vent de noroît forment un couple bien assorti et un ménage durable. Une interminable mélancolie règne encore sur ce mois de février. Et je ne puis compter sur mon journal quotidien pour m'offrir un divertissement honorable : chaque jour apporte un confortable lot de viols, voire d'assassinats, sans parler des exploits des "braqueurs". Les programmes télévisés restent médiocres, sinon tout à fait nullards.

Les clones

Pour tenter une diversion, j'ai eu recours à Marcel Proust et j'ai rouvert l'œuvre aux ultimes chapitres : Le temps retrouvé. *Fâcheuse inspiration ! Il m'est apparu que mon passé personnel ressemblait tragiquement aux rencontres et retrouvailles de l'écrivain : trop d'anecdotes hagardes, de bonshommes et bonnes femmes réduits à des silhouettes falotes, comme ce duc de Guermantes qui avait l'aspect tremblotant d'une image de papier découpé... Il fallait un effort de réflexion insistante pour les trouver préférables aux personnages des films policiers du temps présent.*

Il y a une sorte de souffrance latente dans l'effort de l'homme actuel pour retrouver les images d'une humanité douée d'une nature authentique, d'une présence, d'un caractère non pas nécessairement prestigieux, mais d'une originalité au moins discrète. En somme cette vieille expression resurgie d'anciennes études de Platon, je crois : ***« L'homme qui s'appelle Callias »****, et qui s'opposerait naturellement à une création de romancier moderne :* **« L'individu Lambda »***, symbole de présences multiples et indéfiniment semblables...*

La réalité ayant, apparemment, une tendance naturelle à dépasser la fiction (et même, comme me disait un plaisantin, "l'affliction"), notre temps a découvert avec ravissement les "clones". De prétendus hommes de science y trouvent une durable exaltation, et trépignent de volupté "comme une souris lâchée sur un tambour", eût dit mon vieil ami Polydore, amateur de surréalisme polémique... Dieu nous garde de l'étouffante prolifération des "individus lambda", nos maîtres de demain, qui sait ?

Le sabotier de Précy-le-Sec

C'est encore, paradoxalement peut-être, que je vais demander à Proust des leçons de temps retrouvé et les rassurantes physionomies, les réconfortantes anecdotes apparemment anodines, les paysages indispensables à la résurrection mémorielle de "l'Homme qui s'appelle Callias". Je mettrais comme une intention de défi à élire ce trisaïeul sabotier à Précy-le-Sec en Bourgogne, dont un mien parent, les ans passés, avait encore conservé les outils. Ou bien encore cette cousine, un peu bizarre d'esprit mais d'une touchante excellence de cœur qui parcourait à vélo la moitié du département pour revoir les éléments dispersés de sa famille ; elle ne manquait jamais de m'apporter ces cartes naïves d'anniversaire ou de Nouvel An ; j'en retrouve parfois entre les pages d'un carnet ou d'un vieux livre...

Et pour les lieux de retrouvailles du passé, je ne saurais dire pourquoi la première image qui me revient en mémoire est cette cabane de cantonnier, sur la route de Chablis, près de laquelle des gens comme nous attendaient l'autobus d'Auxerre ; il me semble que je suis tout près de revoir distinctement leurs visages et même, qui sait, de retrouver leurs noms ! Mais il n'est pas besoin de se rappeler ces noms pour leur consacrer un brin de prière rapide, envolé comme une brise d'automne...

Le Seigneur dit à ses auditeurs qu'ils valent tous bien davantage que les passereaux que l'on vend en brochettes sur les marchés, et dont pourtant chaque existence a compté mystérieusement dans les décrets de la Providence. J'ai perdu la référence du passage, comptant bien la retrouver quelque jour. En attendant j'assigne comme lieu de rencontre à mes amis, vivants ou défunts, les "Hommes qui s'appellent Callias", cette auberge aujourd'hui disparue sans doute et qui se situait dans un faubourg de Rennes. Elle avait pour enseigne un cygne tenant entre ses ailes une croix : Au Cygne de la Croix. *Le calembour enfantin et rustique résonne encore comme une confidence, comme un appel à l'humaine et profonde vérité...*

■

CENTRE ROYALISTE D'ACTION FRANÇAISE

CONFÉRENCES ÉTUDIANTES

Les conférences étudiantes ont lieu **chaque vendredi à 19 h 15 aux locaux de l'AF.**

3 mars
L'AF et le racisme
par Francis VENANT

10 mars
Politique d'abord
par Philippe CHAMPION

17 mars
Le colonel Rémy apôtre de la réconciliation nationale
par Albert SEBBAN

Samedi 25 mars, tous à Cotignac (Var)

Journée d'Action française

avec la participation de la JOYEUSE GARDE
Sous la présidence de S.A.R. le prince Sixte-Henri de BOURBON PARME

- 10 heures : sanctuaire de Notre-Dame-de-Grâces, messe chantée en grégorien
- 13 heures : Déjeuner au château, à VINS-sur-CARAMY (Var)
- 14 h 30 : Interventions des orateurs

Stands, buvette, petite restauration
Entrée 5 € – Étudiants 3 €
Déjeuner salle des Gardes : 34 € (Étudiants : 24 €) entrée comprise

** S'inscrire auprès de Danièle WILKIN, 31 la Laouve, route du Val, 83170 BRIGNOLES (chèque à l'ordre de D.WILKIN).*

A.F. AQUITAINE

Vendredi 3 mars à 19 h 30

restaurant Le Xaintrailles,
114 boulevard Leclerc
33000 Bordeaux :

Conférence de
Jean ROUX :
BRADERIE DU PATRIMOINE PUBLIC ET FAILLITE DE L'ÉTAT

Le conférencier dédicacera son livre *La grande braderie du patrimoine public français* (éd F.X. de Guibert).

** S'inscrire auprès de Vincent Gaillère, 228, rue Lecocq, 33000 Bordeaux. Tél : 05 57 83 00 29. Prix du repas : 23 euros; Étudiants : 18 euros.*

SAINT-ÉTIENNE

Charles Maurras
Un guide pour notre temps

Le premier cercle de formation de la section du Forez se tiendra **le 15 mars 2006** sous la direction de Stéphane Blanchonnet, vice-président de l'Action francaise.

Rendez-vous à 18 h 30
au Café du Vieux Saint-Étienne,
2 rue du Théâtre.

C.R.A.F.
ASSOCIATION DÉCLARÉE

10, RUE CROIX-DES-PETITS-CHAMPS, 75001 PARIS
TÉL : 01-40-13-14-10 – FAX : 01-40-13-14-11
DANS LA LIGNE DU MOUVEMENT FONDÉ PAR PIERRE JUHEL

DIRECTOIRE
PRÉSIDENT : PIERRE PUJO
VICE-PRÉSIDENT : STÉPHANE BLANCHONNET

CHARGÉS DE MISSION
FORMATION : PIERRE LAFARGE
SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DES ÉTUDIANTS : THIBAUD PIERRE
ADMINISTRATION : MLLE DE BENQUE D'AGUT

COTISATION ANNUELLE :
MEMBRES ACTIFS (32 €),
ÉTUDIANTS, LYCÉENS, CHÔMEURS (16 €),
BIENFAITEURS (150 €)

INSTITUT D'ACTION FRANÇAISE

Directeur Michel FROMENTOUX
10, rue Croix-des-Petits-Champs, 75001 Paris. Tél : 01 40 39 92 14
fromentouxmi@wanadoo.fr

Mercredi 15 mars 2006

POLITESSE ET MŒURS ACTUELLES

par Ghislain de DIESBACH

historien

à 20 h 30 précises

Brasserie *Le François-Coppée*, premier étage
1, boulevard du Montparnasse, 75006 Paris (métro Duroc)
Participation aux frais : 5 euros. Étudiants et chômeurs : 2 euros

De gauche à droite : Pierre Magnard, Michel Fromentoux, S.A.R. le prince Sixte-Henri de Bourbon Parme

PIERRE MAGNARD À L'I.A.F.

■ ***Le 15 février dernier, l'Institut d'Action Française accueillait Pierre Magnard, professeur émérite à la Sorbonne, spécialiste de la philosophie de la Renaissance. Un retour aux sources, puisque Pierre Magnard milita au sein des étudiants d'AF entre 1950 et 1956. Il fut également le professeur de philosophie de S.A.R. le prince Sixte-Henri de Bourbon Parme qui avait tenu à être présent et à rendre hommage à son ancien maître.***

Le professeur Magnard nous a livré ses réflexions sur les concepts de transmission, de tradition et de patrimoine. Il a opposé la noble figure du "ménager", remarquable agent de stabilité sociale et de perpétuation des traditions – qui succéda elle-même au XVe siècle à celle du chevalier – à celle du "bourgeois", qui triomphe depuis 1789 et fut le propagateur de l'idéologie du Progrès. Il a également souligné quels profits l'on pouvait tirer de la pensée italienne de la Renaissance dans ce domaine.

Pierre LAFARGE

Sortir de l'impasse

■ C'est à nouveau dans une salle comble que s'est tenue le 25 février la réunion publique des étudiants d'Action française. Rassemblés autour de **Thibaud Pierre**, secrétaire général de l'AFE, les orateurs ont dénoncé l'impasse que constitue la démocratie, et proposé une alternative pour en sortir.

Pierre Lafarge s'est livré à l'autopsie du mythe de "l'homme providentiel". A l'approche de la prochaine élection présidentielle, celui-ci nourrit encore bien des illusions... Pourtant, le choix que nous avons à faire n'est pas entre un politicien ou un autre, mais **« entre un pouvoir légitime et le chaos »**.

Pierre Hillard a quant à lui souligné l'obstination des européistes, qui préparent l'entrée en vigueur d'une constitution européenne dès 2009. Et ce, au mépris des "non" français et néérlandais.... Dans ces conditions, qu'est-ce donc que la démocratie ?

Sébastien de Kererro remarque qu'on ne sait la définir que de façon **« vaporeuse »**. On ne lui connaît d'ailleurs plus d'antonyme aujourd'hui. Caractérisée par **« l'hostilité à toute qualité »**, elle divise le corps social et place la société dans l'incapacité de s'organiser. Il est temps d'entrer en dissidence !

Ironisant sur **« Ségolène Royal la mal nommée »** et son projet de **« révolution sans risque »**, **Jean-Philippe Chauvun** en appelle à un changement s'inscrivant dans la durée, sans fracture, pour construire et non pour détruire. La République est minée par les préoccupations électorales : **« Ils ne pensent qu'à ça, en se rasant, en s'épilant... »** La monarchie permettrait d'arracher la magistrature suprême à cette compétition permanente, libérant les énergies et renouant avec l'ambition française.

Pierre Hillard pendant son intervention

Il incombe aux royalistes de convaincre leurs compatriotes de la nécessité d'un changement institutionnel. La tâche est ardue, mais la réussite de l'événement témoigne de la vigueur de notre mouvement : la jeunesse d'AF est toujours prête à se mobiliser. L'avenir nous appartient !

G.D.

LE MONDE ET LA VILLE

NAISSANCE

● Nous sommes heureux d'apprendre la naissance, le 18 février, à Hambourg (Allemagne) de **Pauline**, fille de M. René Valéry **MARTINS** et de Mme née Wivine Wailliez.

Nos félicitations aux parents et grands-parents, en particulier à notre ami belge toujours fidèle Gérald Wailliez, et nos vœux pour le nouveau-né.

● Thierry et Sophie **BOUCLIER** partagent avec Aymeric, Ombline, Astrid et Apolline la joie d'annoncer la naissance de **Colombe**, Bordeaux le 30 janvier 2006.

Nous adressons à notre ami fidèle Thierry Bouclier et à son épouse toutes nos félicitations avec nos vœux pour Colombe.

DÉCÈS

● Nous avons appris avec peine le décès de **Mme Lucienne Anne DÉPÉE,** qui avait créé en 1945 à Boismorand (Loiret) sur la "Route bleue" l'Auberge des Templiers et lui avait donné un grand renom. Elle était dans sa centième année. Son fils Philippe lui avait succédé en 1976. Ses obsèques ont eu lieu le 14 février.

De nombreux repas d'Action française s'étaient tenus à l'Auberge des Templiers où nos amis appréciaient toujours la qualité de l'accueil, du cadre... et de la chère.

Nous prions sa famille d'agréer l'expression de nos vives condoléances et de nos prières pour le repos de son âme.

CONFÉRENCES

● Les deux prochains rendez-vous de l'**ASSOCIATION UNITÉ CAPÉTIENNE** seront :

– **lundi 6 mars 2006 à 18 h 45** à la Résidence Maxim's à Paris, 42 avenue Gabriel, Paris 8e : **Philippe TOURAULT**, professeur d'histoire à l'Université d'Angers, parlera d'*Anne de Bretagne, reine de France*.

– **lundi 13 mars 2006 à 18 h 45** (même adresse) : À l'occasion du cinquantième anniversaire de l'indépendance de la Tunisie obtenue sous le règne de son arrière-grand-père, Sa Majesté Lamine Ier, **S.A.R. le PRINCE FAYÇAL BEY DE TUNISIE** parlera de *La Tunisie, carrefour des civilisations.*

● **Le mercredi 8 mars**, dans le cadre des conférences de *Nouvelles de Chrétienté,* que dirige **l'abbé Alain LORANS**, **René MARCHAND** et **l'abbé Patrice LAROCHE** débattront sur le thème : *Au delà des caricatures, l'Occident face à l'islam.*

À 20 heures, Palais de la Mutualité, 24, rue Saint-Victor, Paris Ve. Entrée 5 euros, étudiants 3 euros.

PETITE ANNONCE

● Ami d'A.F. **loue** ouest Paris, à 10 min gare Saint-Lazare, appt 4 pièces 1er étage calme et ensoleillé. Proximité écoles et lycée. 1 box en option.

Tel : 06 60 62 50 46

TÉLEX

Bruxelles et les OPA

La Commission européenne a condamné les projets de la France et du Luxembourg visant au renforcement des arsenaux anti-OPA, afin de contrer l'offre de Mittal Steel sur Arcelor. Lors d'une conférence de presse, Charlie McCreevy, le commissaire en charge du Marché intérieur s'est dit opposé à ces mesures qui, selon lui, « **représentent une régression** ». L'Europe renoncera-t-elle un jour à son libéralisme dogmatique ?

Brevets francophobes

Le projet de loi sur la recherche est débattu à l'Assemblée nationale depuis le 28 février. A cette occasion, les députés pourraient ratifier le Protocole de Londres, selon lequel les brevets délivrés par l'Office Européen des Brevets, rédigés en anglais, allemand ou français, seraient applicables partout sans traduction. Le Parlement renoncera-t-il à promouvoir "l'innovation en français" ? C'est la crainte affichée par le député Jacques Myard, qui entend « **combattre cet accord contraire à nos intérêts économiques et politiques** ».

PACS

Après avoir mollement combattu le PACS en 1999, la "droite" se vante aujourd'hui de le consolider. Les députés ont adopté en première lecture un projet de loi sur les successions comportant plusieurs amendements en ce sens. Les signataires d'un PACS verraient notamment leurs droits renforcés en cas de décès, et ils ne seraient plus considérés comme des célibataires.

Abrogation

Le ministre de l'Éducation nationale a signé le 15 février un décret abrogeant l'alinéa de la loi du 23 février 2005 visant à enseigner le « **le rôle positif de la présence française outre-mer** ». Par cette reculade, le gouvernement conclut piteusement douze mois de polémiques.

Fier d'être français

Dans un essai publié chez Fayard, Max Gallo proclame qu'il est *Fier d'être français*. Fustigeant l'autoflagellation nationale, il proclame son attachement à son « **pays chrétien** » et réhabilite notre histoire, dont trop de pages sont noircis par des élites « **convaincues que la France doit se repentir d'avoir été ce qu'elle a été** ». Dénonçant la constitution de mémoires particulières et « **l'émiettement** » de la nation « **en communautés rivales** », il signe un manifeste dans lequel tous les patriotes pourront se reconnaître, malgré un regrettable contresens sur Maurras.

G.D.

Le faux lynchage de Léon Blum

par **Pierre PUJO**

Michel Winock, professeur émérite à l'Institut d'études politiques de Paris, est, certes, très éloigné des idées de l'Action française. Du moins passait-il pour un historien sérieux. On ne peut plus le dire après l'article qu'il a commis dans la revue L'Histoire *de février 2006.*

Passons sur la description qu'il fait de l'Action française d'avant la guerre, tout juste propre à manier l'invective et l'injure et à entretenir l'agitation dans la rue. ***« Maurras s'est fait une spécificité d'appeler au meurtre »****, écrit-il. En fait, en septembre 1935, le maître de l'Action française a menacé de faire abattre les cent quarante parlementaires qui ont voté pour l'application des sanctions décidées par la Société des nations à l'encontre de l'Italie fasciste pour avoir envahi l'Éthiopie. Maurras a adopté cette position non par sympathie pour Mussolini mais parce que les parlementaires visés risquaient, si leur vote était suivi, de jeter l'Italie dans les bras de Hitler, ce qui hélas survint, et de conduire à la guerre. Winock ne donne qu'une version tronquée de l'affaire de sorte que, sous sa plume, Maurras apparaît comme un maniaque de la violence.*

L'article de Michel Winock est intitulé Le lynchage de Léon Blum *et donne une version largement fantaisiste de l'incident qui se produisit boulevard Saint-Germain le 13 février 1936, lors des obsèques de Jacques Bainville. Une voiture entreprend de traverser la foule. Léon Blum qui s'y trouve à l'arrière est reconnu. La voiture est immobilisée, le chef socialiste invectivé,* ***« un des agresseurs réussit à arracher un morceau de pare-choc avec lequel il brise la glace arrière et frappe à la tête le passager bientôt couvert de sang »****. Winock poursuit :* ***« Grâce aux Monnet*** *[qui se trouvent avec Léon Blum dans la voiture],* ***à deux agents de police accourus, et à un attaché parlementaire qui sort du ministère*** *[de la Guerre]* ***Léon Blum peut être enlevé aux lyncheurs et emmené à travers une cohue vociférante à la porte de l'immeuble situé au n° 100 de la rue de l'Université. En vain, les concierges n'ouvrent pas. C'est dans l'immeuble voisin au 98 que le petit groupe finit par entrer grâce à l'intervention d'ouvriers du bâtiment qui ont observé la scène depuis le toit »****. Des ouvriers du bâtiment venant au secours du chef du Parti socialiste, cela fait bien pour la légende. On les voit mal cependant apercevant de l'agitation dans la rue et descendant du toit pour venir au secours d'un homme entouré par la foule qu'ils ne pouvaient guère reconnaître d'en haut...*

Les obsèques de Jacques Bainville
Michel Winock n'a pas dit la vérité.

La vérité est très différente. Elle a été rappelée dans Aspects de la France *le 20 avril 1978 qui a publié une lettre de Pierre Juhel au directeur de* France Soir *qui avait donné une version romancée de l'incident, sous la signature de Jean Lacouture. L'ancien chef des Camelots du Roi avait été témoin de l'incident et avait protégé Léon Blum en le mettant à l'abri dans un immeuble voisin. Nous reproduisons cette lettre sur un événement qui eut alors un grand retentissement et d'importantes conséquences. Qui a connu Pierre Juhel ne peut mettre en doute son honnêteté foncière. Son témoignage est capital. Il est un document pour l'Histoire.* ■

Le témoignage de Pierre Juhel

À Monsieur le Directeur
de *France-Soir*,
le 19 novembre 1977

Monsieur le Directeur,

J'ai pris connaissance, dans votre numéro daté du 16 novembre, d'un extrait de l'ouvrage que M Jean Lacouture vient de consacrer à Léon Blum.

Le texte que vous avez reproduit concerne principalement l'incident qui se produisit boulevard Saint-Germain, le 13 février 1936, lorsque la voiture où avait pris place Léon Blum fut arrêtée par la foule rassemblée à l'occasion des obsèques de Jacques Bainville. La relation que M. Jean Lacouture donne de cette affaire n'est nullement conforme à la vérité.

Je m'y trouvais, moi, et tiens à dire ce qui s'est réellement passé.

Je dirigeais alors les groupes de Camelots du Roi de la région parisienne. À ce titre, j'avais la charge de la formation et de la mise en route du cortège constitué par la foule des Parisiens venus suivre le char funèbre.

Les points de rassemblement, publiés par le journal *L'Action Française*, était échelonnés sur les deux trottoirs du boulevard Saint-Germain, depuis la Chambre des Députés jusqu'à la rue de Bellechasse, d'où devait partir le convoi.

J'étais à la hauteur de la rue de Bellechasse lorsque j'entendis une clameur venant de l'extrémité du boulevard Saint-Germain, au point extrême du rassemblement. De loin je vis un groupe s'abriter sur la chaussée. J'y courus et vis Léon Blum entouré d'une vingtaine de personnes qui l'invectivaient. Pour arriver jusqu'à lui, je dus les écarter sans douceur.

Pierre Juhel

Je pris le chef socialiste par le bras pour lui donner confiance. Il n'avait pas besoin d'aide pour marcher, n'ayant pas été frappé, mais semblait prêt à défaillir sous le coup de l'émotion. Je le conduisis en direction de l'immeuble sis 100, rue de l'Université. Alors que nous allions entrer sous la voûte, le concierge sans doute redoutant des "histoires" referma la lourde porte. Blum s'appuyant toujours sur mon bras, nous allâmes jusqu'à l'immeuble suivant, au numéro 98. Là encore, le concierge voulut refermer la porte, mais j'avais pris la précaution de la bloquer avec mon pied. Nous entrâmes et je demandai au concierge un siège. Il alla chercher dans sa loge le plus beau de ses fauteuils.

Léon Blum avait à l'oreille une petite estafilade provoquée par un éclat de la vitre arrière de sa voiture, brisée, je l'ai su ensuite, d'un coup de canne. Quelques petits éclats de verre étaient encore visibles sur le col de son vêtement. Un petit filet de sang coulait de la plaie, laquelle ne devait guère avoir plus de trois millimètres.

Je rassurai Léo Blum, lui dis qu'il était à l'abri, que la police n'allait pas tarder à venir et s'occuperait de lui. M'étant enquis de savoir s'il avait été contusionné, il me répondit par signe que non. Le choc nerveux passé, il ne recouvrait que lentement l'usage de la parole.

Monsieur Lacouture n'a pas assisté à l'incident, peut-être était-il très jeune alors... Pour sa relation, il s'est référé à des documents d'époque et, principalement semble-t-il à des articles de la presse socialo-communiste de février 1936 qui, à quelques mois des élections, grossit démesurément l'affaire à des fins d'exploitation politique.

Je ne saurais mettre en cause la bonne foi de M. Lacouture. Je dois toutefois relever les contre-vérités de son récit :

1) Il n'y avait sur place aucun agent de police.

2) Personne n'a eu à "relever le blessé sur la chaussée". Il est demeuré debout pendant toute la durée de la scène.

3) Le "blessé" n'a reçu ni coups de pieds, ni coups de poings.

4) Il y avait effectivement, à proximité, assistant à la scène un groupe d'ouvriers du bâtiment, une demi-douzaine environ. Ils ne sont d'aucune manière intervenus.

Vous avez illustré votre page 2, consacrée au texte de M. Lacouture, en reproduisant une photographie de l'époque, représentant Léon Blum la tête enveloppée de pansements. Je me souviens d'avoir vu alors cette photographie. Elle m'avait étonné et peiné. Une légère estafilade à l'oreille ne justifiait pas une telle débauche de bandes Velpau. Adversaire de Léon Blum, je condamnais sa politique. Je n'avais aucune raison de mépriser l'homme. J'ai regretté pour lui qu'il se soit prêté à la comédie de la photo-bidon.

Je pourrais aussi évoquer les étrangetés relevées dans l'action judiciaire qui suivit et serais, éventuellement, à même de donner quelques précisions.

Pourquoi une affaire qui eut, sur le moment, un immense retentissement, fut-elle si rapidement étouffée ?

Je suis persuadé, Monsieur, que votre souci d'objectivité vous fera porter à la connaissance de vos lecteurs les rectifications et précisions ci-dessus que, depuis la mort de Léon Blum, je suis le seul à pouvoir donner. Je crois qu'il est important de rétablir la vérité historique sur un événement qui, dans la fièvre pré-électorale de 1936, eut de notables conséquences.

Veuillez agréer, Monsieur le Directeur, l'assurance de mes très distingués sentiments.

Pierre JUHEL

Édité par PRIEP S.A. au capital de 192.085 euros – 10, rue Croix-des-Petits-Champs, 75001 Paris – Imprimerie RPN – 93150 Le Blanc-Mesnil
Numéro de commission paritaire 0407K86761 – Directeur de la publication : Pierre Pujo